

RBB BUSINESS ADVISORS

ERNST & YOUNG et Autres

OSE Immunotherapeutics

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

RBB BUSINESS ADVISORS
133 bis, rue de l'Université
75007 Paris
S.A. au capital de € 150.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

OSE Immunotherapeutics

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société OSE Immunotherapeutics, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés, qui expose les modalités de mise en œuvre et les impacts de relatifs à la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Paris-La Défense, le 5 septembre 2019


Les Commissaires aux Comptes

RBB BUSINESS ADVISORS

A blue ink signature consisting of several horizontal, slightly wavy strokes.

Jean-Baptiste Bonnefoux

ERNST & YOUNG et Autres

A blue ink signature featuring a stylized, circular loop followed by several horizontal strokes.

Cédric Garcia

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES
30 JUIN 2019

OSE IMMUNOTHERAPEUTICS

ETATS FINANCIERS

En euros

SA OSE IMMUNOTHERAPEUTICS

22 Boulevard Benoni Goullin – 44200 Nantes

Semestre clos le 30/06/2019

Ape : 7211 Z

Siret : 479 457 715 00056

BILAN CONSOLIDE

(montants en milliers d'euros)

ACTIF	Note	30/06/2019	31/12/2018
ACTIFS NON COURANTS			
Frais de R&D acquis	1.1	52 600	52 600
Immobilisations corporelles	1.2	993	904
Droits d'utilisation	1.3	1 828	-
Actifs financiers	1.4	141	103
Actifs d'impôts différés	10.1	276	272
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		55 838	53 879
ACTIFS COURANTS			
Créances clients et comptes rattachés	2.2	1 178	2 253
Autres actifs courants	2.3	6 921	3 834
Actifs d'impôts exigibles	2.3	4 487	4 504
Actifs financiers courants	2.1	2 965	2 861
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2.1	23 562	9 573
TOTAL ACTIFS COURANTS		39 112	23 024
TOTAL ACTIF		94 950	76 903

PASSIF		30/06/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	4.1	2 993	2 963
Primes d'émission	4.1	21 678	21 708
Prime de fusion	4.1	26 827	26 827
Titres en auto-contrôle	4.4	(149)	(168)
Réserves et report à nouveau		10 906	4 934
Résultat consolidé		514	5 490
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		62 770	61 754
PASSIFS NON COURANTS			
Dettes financières - part non courante	3, 5	4 493	3 832
Dettes locatives long terme	3, 5	1 551	
Passifs d'impôts différés	10.2	5 189	2 010
Provisions non courantes	7	291	233
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		11 523	6 074
PASSIFS COURANTS			
Dettes financières - part courante	3, 5	656	628
Dettes locatives court terme	3, 5	289	
Fournisseurs et comptes rattachés	3, 6.1	6 247	6 555
Passifs d'impôts exigibles	3, 6.2	92	86
Dettes fiscales et sociales	3, 6.2	1 281	1 231
Autres dettes	3, 6.3	12 092	575
TOTAL PASSIFS COURANTS		20 657	9 075
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		94 950	76 903

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En milliers d'euros	Note	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
Chiffre d'affaires	8.1	15 979	20 608
Autres produits de l'activité	8.1	0	0
TOTAL DES PRODUITS DE L'ACTIVITE		15 979	20 608
Frais de recherche et développement	8.2	(9 189)	(7 978)
Frais généraux	8.3	(2 199)	(1 731)
Charges liées aux paiements en actions	8.4	(673)	(542)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		3 919	10 357
Autres produits opérationnels	8.6	0	0
Autres charges opérationnelles	8.6	(0)	(127)
RESULTAT OPERATIONNEL		3 918	10 230
Produits financiers	9	143	27
Charges financières	9	(74)	(174)
RESULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RESULTAT		3 987	10 083
IMPÔT SUR LE RESULTAT	10.3	(3 472)	(1 207)
RESULTAT NET CONSOLIDE		514	8 877
<i>dont résultat consolidé attribuable aux actionnaires des entités consolidées</i>		<i>514</i>	<i>8 877</i>
Résultat consolidé par action revenant aux actionnaires des entités consolidées			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	12	14 820 345	14 505 935
- Résultat de base par action (€ / action)		0,03	0,61
- Résultat dilué par action (€ / action)		0,03	0,57

En milliers d'euros	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
RESULTAT NET	514	8 877
<i>Eléments amenés à être recyclés en compte de résultat :</i>		
Profits de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente, nets d'impôts		
Ecart de conversion	(17)	(13)
<i>Eléments n'étant pas amenés à être recyclés en compte de résultat :</i>		
Gains (et pertes) actuariels sur avantages au personnel	(24)	4
Autres éléments du résultat global consolidé sur la période	(41)	(9)
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	473	8 868

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	Capital des entités consolidées	Primes liées au capital	Primes liées au capital EFFIMUNE	Impacts cumulés des variations de change	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total capitaux propres consolidés
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2016		2 858	21 748	26 855	(107)	(168)	13 341	64 525
Résultat consolidé de la période							(10 503)	(10 503)
Ecart actuariel							(41)	(41)
Ecart de conversion					92			92
Résultat global consolidé		0	0	0	92	0	(10 503)	(10 411)
Variations de capital - Bsa Orion								0
Variations de capital - Bsa Effimune								0
Variations de capital - Bsa Ose Immuno		17						17
Variations de capital - Aga		23	(23)					0
Fusion								0
Frais de Fusion								0
Reconnaissance du CA - impact N-1 Effimune (1)								0
BSA Orion - annulation du paiement en action constaté au 31/12/15 (2)			18					18
Souscription de BSA							0	0
Impôt différé							0	0
Frais d'augmentation de capital - Effimune							1 373	1 373
Paiement en actions							(54)	(70)
Opérations sur titres auto-détenus						(25)		
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2017		2 888	21 743	26 855	(15)	(191)	4 157	55 447
Résultat consolidé de la période							5 490	5 490
Ecart actuariel							12	12
Ecart de conversion					(42)			(42)
Résultat global consolidé		0	0	0	(42)	0	5 502	5 460
Variations de capital - Bsa Orion								0
Variations de capital - Bsa Effimune		23						23
Variations de capital - Bsa Ose Immuno								0
Variations de capital - Aga		13	(13)					0
Fusion								0
Impact variation taux ID sur économie IS sur frais fusion					(28)		28	0
Reconnaissance du CA - impact N-1 Effimune (1)								0
BSA Orion - annulation du paiement en action constaté au 31/12/15 (2)								0
Souscription de BSA								7
Impôt différé sur écart actuariel (IAS 19)							(1)	(1)
Frais d'augmentation de capital - Effimune							845	845
Paiement en actions							(49)	(26)
Opérations sur titres auto-détenus						23		
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2018		2 963	21 708	26 827	(57)	(168)	10 481	61 755
Résultat consolidé de la période							514	514
Ecart actuariel							(24)	(24)
Ecart de conversion					(17)			(17)
Résultat global consolidé		0	0	0	(17)	0	490	473
Variations de capital - Bsa Orion								0
Variations de capital - Bsa Effimune								0
Variations de capital - Bsa Ose Immuno								0
Variations de capital - Aga		30	(30)					0
Fusion								0
Impact variation taux ID sur économie IS sur frais fusion								0
Reconnaissance du CA - impact N-1 Effimune (1)								0
BSA Orion - annulation du paiement en action constaté au 31/12/15 (2)								0
Souscription de BSA								0
Impôt différé sur écart actuariel (IAS 19)							2	2
Frais d'augmentation de capital - Effimune								0
Paiement en actions							534	534
Opérations sur titres auto-détenus						10	(14)	5
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019		2 993	21 678	26 827	(74)	(149)	11 494	62 770

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

En milliers d'euros	Note	1er semestre 2019	1er semestre 2018
Résultat net consolidé		514	8 877
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions	1,2, 7	143	60
+/- Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation (3)	1.3	115	0
+/- Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		0	0
+ Goodwill négatif		0	0
+/- Autres charges opérationnelles (décomptabilisation actif corporel)		0	2
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés (1)	8.4	534	-493
+/- Autres produits et charges calculés		0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		1 307	9 432
+ Coût de l'endettement financier net	5	12	0
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	10.3	3 472	1 207
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)		4 791	10 639
+/- Impôts versés		0	0
+/- Variation du B.F.R. (2)		8 962	-3 851
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)		13 753	6 788
+/- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,2	-198	-423
+/- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières			
+/- Variation des OPCVM classés en actifs financiers courants	2.1	-104	-6
+/- Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	1.4	26	3
+/- Incidence des variations de périmètre	2.2	0	0
+/- Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
+/- Variation des prêts et avances consentis	1.4	-37	19
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		-314	-407
+ Augmentation de capital (incluant la prime d'émission)	4.1	0	0
+/- Acquisition et cession d'actions propres	4.4	-20	-42
+/- Frais d'augmentation de capital/fusion	4.1	0	0
+/- Souscription de BSA	4.3	0	0
+/- Encaissements liés aux nouveaux emprunts	5	820	0
+/- Remboursements d'emprunts	5	-166	-181
+/- Remboursements dettes locatives (3)	5	-130	
+/- Intérêts financiers nets versés	5	45	-46
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)		550	-269
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)		0	0
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D + E + F + G)		13 989	6 112
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)	2.1	9 573	9 646
TRESORERIE DE CLOTURE (J)	2.1	23 562	15 758
ECART : H - (J - I)		0	0

(1) 534 milliers d'euros de charges d'évaluation des actions gratuites attribuées au 30 juin 2019.

(2) La variation du BFR s'explique principalement comme suit :

- diminution des créances clients pour 1 075 milliers d'euros
- augmentation des autres actifs courants pour 3 087 milliers d'euros
- diminution de l'actif d'impôt exigible pour 17 milliers d'euros
- retraitement de la charge d'impôt différé pour 3 730 milliers d'euros
- augmentation des passifs non courants pour 3 159 milliers d'euros
- diminution des dettes financières non courantes pour 32 milliers d'euros
- augmentation des dettes financières courantes pour 28 milliers d'euros
- diminution des dettes fournisseurs pour 309 milliers d'euros
- augmentation des dettes fiscales et sociales pour 51 milliers d'euros
- augmentation des autres dettes pour 11 516 milliers d'euros

- diminution du produit net d'impôt différé pour 2 milliers d'euros

(3) Cette ligne est liée à l'application de IFRS 16 et se décompose comme suit :

- Remboursement de ces dettes locatives pour 130 milliers d'euros.

A la clôture, la trésorerie disponible du groupe est la suivante :

En milliers d'euros	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie selon IAS 7	23 562	15 758
Actifs financiers courants ne répondant pas aux critères d'IAS 7	2 965	2 889
TRESORERIE DISPONIBLE	26 527	18 647

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS

OSE Immunotherapeutics est une société née de la fusion datée du 31 mai 2016 des sociétés OSE Pharma et Effimune.

OSE Pharma a procédé en date du 31 mai 2016 à une opération de prise de contrôle de la société Effimune, société de biotechnologie spécialisée dans la régulation immunitaire avec des applications cliniques en auto-immunité, en transplantation et en immuno-oncologie. La dénomination sociale est désormais « OSE Immunotherapeutics » et son siège social est situé à Nantes. Les équipes sont basées à Nantes et à Paris.

OSE Immunotherapeutics est une société de biotechnologie dédiée au développement d'immunothérapies innovantes agissant sur les cellules activatrices ou sur les cellules suppressives pour stimuler ou inhiber la réponse immune et restaurer les désordres immunitaires en immuno-oncologie, dans les maladies auto-immunes et en transplantation. Elle dispose d'un portefeuille de produits innovants en clinique et en pré-clinique, et d'accords avec des groupes pharmaceutiques internationaux.

OPI, filiale à 100% d'OSE Immunotherapeutics, est une société de droit suisse créée en février 2012 qui possède les droits sur le produit TEDOPI (OSE-2101) acquis auprès de la société Biotech Synergy (US) en avril 2012. OPI concède à OSE Immunotherapeutics la licence du produit TEDOPI (OSE-2101).

OSE Immunotherapeutics Inc. est une société de droit américain créée en avril 2017 afin de servir de point d'appui dans le cadre d'une collaboration scientifique internationale.

2. FAITS CARACTERISTIQUES

2.1. Levée d'option 1 de SERVIER pour OSE-127

En février 2019, SERVIER a levé la première option de l'accord de licence mondiale pour la poursuite du développement clinique et la commercialisation potentielle d'OSE-127 dans les maladies auto-immunes.

Selon les termes de l'accord de licence, l'exercice de cette première option déclenche le versement par SERVIER d'un paiement d'étape de 10 millions d'euros HT reçu le 5 mars 2019 à OSE IMMUNOTHERAPEUTICS, après la validation d'une étape de développement préalablement définie.

2.2. Autorisation d'étude de phase 1 et 1er patient traité pour OSE-172

Le 1er mars 2019, la société a reçu l'autorisation de l'Agence Fédérale des Médicaments et des Produits de Santé (AFMPS) et de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) pour lancer une étude clinique de Phase 1 de l'inhibiteur de point de contrôle OSE-172/BI 765063 dans les tumeurs solides avancées, utilisé en monothérapie ou en combinaison avec un anticorps monoclonal et antagoniste de PD-1 et de Boehringer Ingelheim, BI 754091. Le premier patient a été traité en juin 2019. Des milestones d'un montant total de 15 millions d'euros HT ont été reçus sur le 1^{er} semestre 2019 suite au démarrage de cette étude clinique.

2.3. Poursuite de l'essai clinique de Phase 3 de TEDOPI® « Atalante 1 » dans le cancer du poumon avancé après échec des checkpoint inhibiteurs, selon la recommandation de l'IDMC

En juin 2019, à l'issue de la revue des données cliniques incluant les données de sécurité, le Comité indépendant d'experts scientifiques (IDMC, « Independent Data Monitoring Committee ») a recommandé la poursuite de l'étude Atalante 1 sans modification. Cet essai clinique pivot international de phase 3 évalue TEDOPI® chez des patients atteints d'un cancer du poumon non à petites cellules (NSCLC), après échec d'un traitement par checkpoint inhibiteur (PD-1/PD-L1), en comparaison avec la chimiothérapie.

2.4. Déblocage d'une aide de 880 milliers d'euros suite à l'atteinte de l'étape clé 4 du programme Effimab

Suite au démarrage effectif de la phase 1 du produit OSE-127 et à l'atteinte des exigences de Bpi France, la Société a perçu en avril 2019 une avance remboursable de 820 milliers d'euros et une subvention de 60 milliers d'euros.

2.5. Attribution d'actions gratuites

Le Conseil d'administration d'OSE Immunotherapeutics a décidé, après avoir pris en compte la recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, en date du 26 Juin 2019, sur délégation de l'assemblée générale du 14 Juin 2017, de procéder à la mise en place d'un plan d'attribution de 150 000 actions gratuites au profit d'Alexis PEYROLES pour sa très forte implication dans la croissance d'OSE IMMUNOTHERAPEUTICS.

L'acquisition des actions attribuées gratuitement est soumise à un règlement de plan d'attribution et ne deviendra définitive qu'à l'issue d'une période d'une année à compter de la Date d'Attribution (la « Période d'Acquisition »), sous réserve qu'à l'issue de la Période d'Acquisition, chaque bénéficiaire soit toujours salarié au sein d'OSE Immunotherapeutics, de l'une de ses filiales, ou de l'une des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

2.6. Emission de 297 600 AGA au bénéfice de salariés non-mandataires sociaux de la Société

Le 5 décembre 2018, le conseil d'administration avait validé le principe de l'émission et de l'attribution de 150.000 actions gratuites au bénéfice des salariés non-mandataires sociaux de la Société, et avait délégué au directeur général tous pouvoirs afin de les émettre et les attribuer. Ainsi, le 12 mars 2019, le directeur général a décidé de l'émission et l'attribution de 149.200 actions gratuites affectées au bénéfice de salariés non-mandataires sociaux de la Société. Il reste donc 93 338 instruments de capitaux propres à la main du Conseil d'Administration sur les 500.000 autorisés par l'Assemblée du 14 Juin 2017.

Par ailleurs, le 26 juin 2019, le conseil d'administration avait validé le principe de l'émission et de l'attribution de 150.000 actions gratuites au bénéfice des salariés non-mandataires sociaux de la Société, et avait délégué au directeur général tous pouvoirs afin de les émettre et les attribuer. Ainsi, le 26 juin 2019, le directeur général a décidé de l'émission et l'attribution de 148.400 actions gratuites affectées au bénéfice de salariés non-mandataires sociaux de la Société.

2.7. Emission de 150 000 AGA au bénéfice du directeur général

Le Conseil d'administration réuni le 26 juin 2019, faisant usage de la délégation de compétence conférée par l'Assemblée générale mixte du 13 juin 2018, a attribué 150.000 actions gratuites à Alexis Peyroles (Directeur général).

2.8. Emission de 60.000 BSPCE 2019 au profit des administrateurs non salariés non dirigeants

Suivant la recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, le Conseil d'administration a décidé d'émettre un total de 60.000 BSPCE 2019, soit 10.000 BSPCE au bénéfice de chacun des administrateurs non salariés non dirigeants en fonction au 26 juin 2019.

Ainsi, suite aux différentes émissions présentées ci-dessus, il reste 140.000 instruments de capitaux propres à la main du Conseil d'Administration sur les 500.000 autorisés par l'Assemblée du 13 Juin 2018.

2.9. Augmentation de capital

La société a procédé au cours de l'exercice à des augmentations de capital détaillées comme suit :

- le 26 Juin 2019 : augmentation de capital pour 30 000 euros par émission de 150 000 actions nouvelles ;

Après cette opération, le capital social s'élève à 2 993 402,40 euros.

3.1. Base de préparation des états financiers consolidés

Les états financiers semestriels consolidés de la société OSE IMMUNOTHERAPEUTICS, entité consolidante et ses filiales OPI et OSE Immunotherapeutics Inc (le Groupe), arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 septembre 2019, sont présentés en milliers d'euros et sont établis conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 « information financière intermédiaire » du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne (règlement 1606/2002 du 19 juillet 2002) au 30 juin 2019.

S'agissant de comptes condensés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

L'hypothèse de la continuité d'exploitation a été retenue par le Conseil d'Administration compte tenu des éléments suivants :

- La trésorerie et équivalent de trésorerie disponible au 30 Juin 2019 s'élève à 23 562 milliers d'euros et n'inclut pas la provision CIR 30.06.2019 d'un montant total de 2 255 milliers d'euros.

- L'actif financier courant au 30 juin 2019 s'élève à 2 965 milliers d'euros.

Ces capitaux permettront à la société de financer ses coûts de développement de la prochaine année, lui permettant de financer la continuation de ses programmes cliniques et précliniques (Tedopi® ; FR104 ; OSE-127 dont le développement est en partie pris en charge jusqu'en phase 2 par Servier dans le cadre de l'accord d'option de licence et par le consortium EFFIMab ; OSE-172, dont le développement est pris en charge par Boehringer Ingelheim dans le cadre de l'accord de collaboration et de licence et par le consortium EFFI-CLIN, prenant en charge plusieurs étapes de développement et un programme clinique prévu jusqu'en phase 2).

Il est à noter que :

- le versement d'un paiement d'étape de 10 millions d'euros par Servier à OSE IMMUNOTHERAPEUTICS a été déclenché suite à la levée de l'option 1 par Servier début février 2019 ;

- le versement de deux paiements d'étape pour un total de 15 millions d'euros par Boehringer Ingelheim à OSE IMMUNOTHERAPEUTICS a également été déclenché suite à l'obtention en mars 2019 de l'autorisation de l'essai clinique et de l'administration du produit au premier patient de l'étude.

Enfin, en tant que société cotée, et comme l'a autorisé la dernière Assemblée Générale, la société a la possibilité d'utiliser si besoin les instruments financiers auxquels les sociétés cotées ont accès.

3.2. Date de clôture

La date de clôture des entités consolidées est le 31 décembre qui est la date de clôture du groupe.

3.3. Normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2019

Le groupe a appliqué les normes et interprétations suivantes adoptées par l'Union Européenne :

- Amendements à IFRS 9 - Instruments financiers : Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative
- Amendements à IAS 28 - Participations dans des entreprises associées : Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises
- Amendements à IAS 19 – Avantages du personnel : Modification, réduction ou liquidation d'un régime
- Amendements à IAS 12 – Impôt sur le résultat
- IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux : appliquée par OSE Immunotherapeutics au 1er janvier 2019 de manière rétrospective, sans ajustement des comparatifs.

Dans le cadre de l'appréciation des incertitudes fiscales, la société n'a pas identifié de risques sur les positions fiscales retenues et en conséquence aucun passif n'a été constaté.

- IFRS 16 – Contrats de location (les amendements et clarifications associés, sous réserve de leur adoption par l'Union Européenne, seront applicables à la même date) : cette norme prévoit de modifier la comptabilisation des contrats de location et des opérations de cession bail ainsi que de nouvelles exigences en matière d'informations en annexes.

L'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2019, de la norme IFRS 16 a amené OSE IMMUNOTHERAPEUTICS à mettre à jour ses principes comptables relatifs aux contrats de location.

OSE Immunotherapeutics a appliqué la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019 selon la méthode de transition dite « rétrospective modifiée » où les capitaux propres figurant au bilan d'ouverture au 1er janvier 2019 seraient à ajuster sans retraitement des périodes comparatives.

Suite à la revue des contrats de location (conclus avant le 1^{er} janvier 2019), l'impact rétrospectif de cette nouvelle norme a été considéré comme non significatif et aucun ajustement n'a été constaté au niveau des capitaux propres.

L'application d'IFRS 16 a conduit à reconnaître au bilan une dette au titre des loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation pour la plupart de ces contrats. IFRS 16 a également entraîné les changements de présentation suivants :

- au bilan : le groupe présente désormais sur des lignes distinctes le droit d'utilisation, la dette locative long terme et la dette locative court terme;

- au compte de résultat : la charge de loyer précédemment présentée au sein du résultat opérationnel est désormais présentée en partie en dotations aux amortissements (au sein du Résultat opérationnel) et en partie en charges financières.
- dans le tableau des flux de trésorerie : le paiement des loyers précédemment présenté au sein des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles est désormais présenté en flux de trésorerie liés aux activités de financement pour le montant affecté au remboursement de la dette locative.

La société a opté pour l'exemption de comptabilisation au bilan des contrats portant sur des actifs de faibles valeurs (inférieurs à 5 milliers d'euros). Les loyers seront constatés en charges de manière linéaire au contrat.

Dans le cadre de l'évaluation des contrats, l'actualisation des loyers a été effectuée avec un taux d'endettement marginal déterminé sur la base du crédit propre de l'entité et des caractéristiques des contrats.

Le taux d'endettement marginal retenu correspond à un taux sans risque ajusté d'une marge représentative du risque spécifique à chaque entité du groupe (2%).

Impact de l'application d'IFRS 16 sur les comptes consolidés

Réconciliation des engagements hors bilan avec la dette de loyer IFRS 16 au 30 juin 2019

Engagements de location simple au 31/12/2018	565
Effet d'actualisation	- 28
Passif de location comptabilisé au 1er janvier 2019	537
<i>Dont :</i>	
<i>Passif courant</i>	101
<i>Passif non courant</i>	436

Bilan consolidé retraité au 31 décembre 2018

ACTIF	31/12/2018 publié	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
ACTIFS NON COURANTS			
Frais de R&D acquis	52 600		52 600
Immobilisations corporelles	904	537	1 441
Actifs financiers	103		103
Actifs d'impôts différés	272		272
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	53 879	537	54 416
ACTIFS COURANTS			
Créances clients et comptes rattachés	2 253		2 253
Autres actifs courants	3 834		3 834
Actifs d'impôts exigibles	4 504		4 504
Actifs financiers courants	2 861		2 861
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9 573		9 573
TOTAL ACTIFS COURANTS	23 024	0	23 024
TOTAL ACTIF	76 903	537	77 441

PASSIF	31/12/2018		31/12/2018
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	2 963		2 963
Primes d'émission	21 708		21 708
Prime de fusion	26 827		26 827
Titres en auto-contrôle	(168)		(168)
Réserves et report à nouveau	4 934		4 934
Résultat consolidé	5 490		5 490
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	61 754	0	61 754
PASSIFS NON COURANTS			
Dettes financières - part non courante	3 832	436	4 269
Passifs d'impôts différés	2 010		2 010
Provisions non courantes	233		233
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	6 074	436	6 511
PASSIFS COURANTS			
Dettes financières - part courante	628	101	729
Fournisseurs et comptes rattachés	6 555		6 555
Passifs d'impôts exigibles	86		86
Dettes fiscales et sociales	1 231		1 231
Autres dettes	575		575
TOTAL PASSIFS COURANTS	9 075	101	9 176
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	76 903	537	77 441

Impact sur l'état du résultat global au 30 juin 2018

En milliers d'euros	1er Semestre 2018	Impact IFRS 16	1er Semestre 2018 retraité
Frais de recherche et développement	(7 978)		(7 978)
Frais généraux	(1 731)	3	(1 728)
Charges liées aux paiements en actions	(542)		(542)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	10 357	3	10 360
Produits financiers	27		27
Charges financières	(174)	(3)	(177)
RESULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RESULTAT	10 083	(3)	10 083
IMPÔT SUR LE RESULTAT	(1 207)		(1 207)
RESULTAT NET CONSOLIDE	8 877		8 877

Impact sur l'état du résultat global au 30 juin 2019 comparé au 30 juin 2018

En milliers d'euros	1er Semestre 2019	1er Semestre 2018	Variation
Frais généraux	(2 199)	(1 731)	(468)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	3 919	10 357	(6 438)
Charges financières	(74)	(174)	100
RESULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RESULTAT	3 987	10 083	(6 097)
IMPÔT SUR LE RESULTAT	(3 472)	(1 207)	(2 266)
RESULTAT NET CONSOLIDE	514	8 877	(8 362)

Impact sur le tableau de flux de trésorerie au 30 juin 2018

En milliers d'euros	1er semestre 2018 publié	Impact IFRS 16	1er semestre 2018 retraité
Résultat net consolidé	8 877	0	8 877
Dotations nettes aux amortissements et provisions	60	29	89
Variation du B.F.R.	-3 851		-3 851
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	6 788	29	6 817
Remboursements d'emprunts	-181		-181
Remboursements dettes locatives		-26	-26
Intérêts financiers nets versés	-46	-3	-49
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-269	-29	-298
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	6 112		6 112

3.4. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2020 et non anticipés par la Société

La Société n'a pas appliqué de façon anticipée les autres normes, amendements, révisions et interprétations des normes publiées dont l'application ne sera obligatoire qu'au titre des exercices ouverts postérieurement au 1er janvier 2020. La direction prévoit que l'application de ces normes n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers de la Société

Il s'agit des normes, amendements, révisions et interprétations de normes suivantes :

- Amendements à IAS 1 – Présentation des états financiers
- Amendements à IFRS 3 – Regroupement d'entreprises
- Amendements à IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs

3.5. Estimations et jugements comptables déterminants

L'établissement des états financiers selon les principes IFRS nécessite d'effectuer des jugements ou des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants et les informations fournis dans les états financiers. Les résultats réels peuvent s'avérer sensiblement différents de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes et le cas échéant, une analyse de sensibilité peut être mise en œuvre si elle présente un caractère significatif.

Estimations et hypothèses

Les principaux postes concernés sont relatifs aux paiements fondés sur des actions, aux impôts différés, aux actifs incorporels issus de la fusion, au chiffre d'affaires et aux provisions pour risques et charges.

- **Valorisation des AGA, bons de souscription d'actions et des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise**

L'évaluation de la juste valeur des AGA attribuées est effectuée sur la base d'un modèle de valorisation qui prend en compte la probabilité d'atteinte des conditions d'acquisition de celles-ci.

L'évaluation de la juste valeur des bons de souscription d'actions et des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise octroyés est effectuée sur la base de modèles de valorisation actuariels. Ces modèles requièrent l'utilisation par la société de certaines hypothèses de calcul telle que la volatilité attendue du titre (cf. note 4.3).

- **Comptabilisation de l'impôt sur les sociétés**

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices en France dans le cadre de ses activités.

Les actifs d'impôts différés correspondant principalement aux déficits reportables ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible. Le Groupe doit

faire appel à son jugement pour déterminer la probabilité de l'existence d'un bénéfice futur imposable.

Ces actifs d'impôts différés seront reconnus dans la limite de la valeur des passifs d'impôts différés et des plafonnements prévus par les textes. (cf. note 10).

- **Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Dans le cadre d'un contrat de cession ou concession de licence, la Société peut être amenée à différer la reconnaissance d'une partie du revenu indépendamment des paiements reçus (cf. note 8.1). La détermination de cette durée nécessite de recourir à des estimations.

- **Evaluation des provisions pour risques et charges**

Dans le cadre de ses activités, la Société peut être exposée à certains risques notamment liés à ses engagements contractuels (cf. note 7). La direction de la Société doit ainsi exercer son jugement pour estimer la probabilité d'une sortie de ressources et, le cas échéant, le montant de cette sortie ainsi que les informations à fournir sur les passifs éventuels.

- **Actifs incorporels issus de la fusion**

L'évaluation à la juste-valeur des actifs incorporels liés aux molécules FR104 et OSE-127 a été réalisée sur la base de plans d'affaires reflétant la meilleure estimation du management.

- **Estimation et comptabilisation des frais de recherche et développement provisionnés en dettes fournisseurs**

Les frais de recherche et développement sont systématiquement comptabilisés en charges selon l'avancement des programmes de recherche. A la clôture, sur la base des informations transmises par les prestataires ou par les calendriers de réalisation prévus aux contrats, la Direction détermine les avancements au prorata temporis de chacune des prestations de recherche et régularise, le cas échéant, les charges de l'exercice.

3.6. Comptes et opérations en devises

Chaque entité consolidée détermine la monnaie fonctionnelle en fonction de son environnement économique propre et des conditions dans lesquelles elle réalise ses opérations.

Comptes en devises

Les comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Cette conversion s'effectue de la manière suivante:

- Les actifs et passifs sont convertis dans la monnaie de présentation c'est-à-dire en euros au cours de clôture,
- Les produits et charges sont convertis à un cours moyen de la période. Le groupe a retenu une moyenne annuelle considérant qu'elle représente une approximation acceptable de la conversion applicable à la date de chaque opération.

Les écarts de change résultant de cette conversion sont enregistrés dans les autres éléments du

résultat global en « écarts de conversion ».

Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties dans la monnaie de présentation au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires sont convertis au cours de change à la date de clôture de l'exercice et les effets de ces réévaluations sont comptabilisés en résultat sur la période.

3.7. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au bilan lorsqu'elles satisfont les critères de comptabilisation d'IAS 38.

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, les critères de reconnaissance (évaluation fiable et probabilité que des avantages économiques seront générés par l'actif) étant supposés satisfaits.

Frais de recherche et développement

- Les frais de recherche sont systématiquement comptabilisés en charges.
Selon IAS 38, les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants est satisfait :
 - (a) faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement,
 - (b) intention de la société d'achever le projet et de le mettre en service,
 - (c) capacité à mettre en service l'immobilisation incorporelle,
 - (d) démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
 - (e) disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet et
 - (f) évaluation fiable des dépenses de développement.

Compte tenu de l'incertitude pesant sur la faisabilité technique de l'achèvement des recherches en cours, les dépenses de développement de la Société ne respectent pas à ce jour les critères édictés par la norme IAS 38 et sont donc inscrits en charges au cours de la période pendant laquelle ils sont engagés.

- Les projets de recherche et développement acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles pour leur juste-valeur, même en l'absence d'autorisation de mise sur le marché. Ces actifs sont classés en deux catégories:
 - Ils sont qualifiés d'actifs à durée d'utilité définie lorsqu'ils génèrent des avantages économiques. Dans ce cas, leur juste-valeur inscrite au bilan, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle, est amortie sur la durée d'utilisation attendue par la Société.
 - Dans les autres cas, ce sont des immobilisations en cours de développement qui ne sont pas amorties mais soumises à des tests annuels de perte de valeur.

Brevets

Les coûts relatifs aux dépôts de brevets en cours de validité, engagés par la société jusqu'à l'obtention de ces derniers, sont comptabilisés en charges, en cohérence avec la position retenue pour la

comptabilisation des frais de recherche et de développement.

3.8. Test de dépréciation des actifs non courants

Les actifs corporels et incorporels ayant une durée de vie déterminée sont soumis à un test de dépréciation lorsque des circonstances indiquent que la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute et à minima 1 fois par an conformément aux IFRS. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.

3.9. Actifs financiers

Les actifs financiers inclus dans le champ d'application d'IFRS 9 (anciennement IAS 39) sont classés et évalués en 3 catégories :

- Coût amorti
- Juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global
- Juste valeur par résultat

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur, majorés, dans le cas des investissements qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat, des coûts de transaction directement imputables. La société détermine la classification de ses actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale et, lorsque cela est autorisé et approprié, revoit cette classification à chaque clôture annuelle.

3.9.1 Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants incluent des immobilisations financières, notamment :

- des SICAV de trésorerie ;
- les prêts et créances ;
- et la partie « en espèces » du contrat de liquidités lié au rachat d'actions propres.

Prêts et créances

Cette catégorie d'actifs financiers non courants inclut les avances et les dépôts de garantie donnés à des tiers. Les avances remboursables et dépôts de garantie sont des actifs financiers non dérivés. Ils sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif conformément à IFRS 9.

Les prêts et les créances sont dépréciés lorsqu'un événement de perte de crédits attendue est survenu, leur valeur comptable étant ramenée à la somme des flux de trésorerie attendus.

3.9.2 Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants incluent les créances clients et comptes rattachés, les autres actifs courants, la trésorerie et équivalents de trésorerie et les instruments financiers courants.

Ces actifs sont comptabilisés en fonction de leur nature, sur la base des règles suivantes.

Créances clients

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les créances sont le cas échéant dépréciées pour tenir compte des risques de recouvrement.

Instruments financiers courants

La société classe ses placements en instruments financiers courants selon l'une des trois catégories suivantes :

- **Les placements détenus jusqu'à leur échéance enregistrée au coût amorti**

Au cours de cette période, la Société n'a détenu aucun placement de ce type.

- **Les actifs à la juste valeur par le résultat**

Ils représentent les actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les actifs acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme. L'objectif est de réaliser une plus-value. Ces actifs appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Ces actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur sans déduction des coûts de transaction qui pourraient être encourus lors de leur vente. Les gains et pertes, réalisés ou latents, liés au changement de juste valeur de ces actifs sont inscrits au compte de résultat en Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

- **Les actifs financiers à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global**

Au cours de cette période, la Société n'a détenu aucun placement de ce type.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Ainsi, la trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les disponibilités en banque et en caisse, ainsi que les placements de trésorerie en valeurs mobilières de placement ou les dépôts à terme dont l'échéance est inférieure à trois mois et la sensibilité au risque de taux est très faible.

Pour l'établissement du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se

composent des dépôts à vue en banques, des placements à court terme très liquides, nets des découverts bancaires. Au bilan, les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes financières.

3.10. Capitaux propres consolidés

Les capitaux propres consolidés correspondent aux capitaux propres des entités du groupe consolidé.

Les actions ordinaires et de préférence sont classées dans les capitaux propres. Les coûts des opérations en capital directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission.

Transactions avec les actionnaires détenant des intérêts ne donnant pas le contrôle

Les transactions avec les actionnaires détenant des intérêts non contrôlants dans des entités du groupe qui ne modifient pas la nature du contrôle sur l'entité, sont comptabilisées comme des transactions en capital, directement en capitaux propres.

Les frais de transaction engagés à cette occasion sont comptabilisés de manière similaire.

3.11. Actions auto-détenues

Les actions OSE IMMUNOTHERAPEUTICS détenues par le groupe sont comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition.

Depuis le 8 avril 2015, et pour une durée de deux années renouvelables par tacite reconduction pour des périodes successives d'un an, la société OSE IMMUNOTHERAPEUTICS a confié à un organisme la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie établie par l'Association française des entreprises d'investissement et approuvée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) par décision du 21 mars 2011.

Au 30 juin 2019, les titres OSE IMMUNOTHERAPEUTICS détenus par le biais du compte de liquidité ainsi que les résultats dégagés au cours de l'exercice sur les transactions conduites par le gestionnaire du contrat sont reclassés en capitaux propres. La partie trésorerie du compte de liquidité est classée en « Autres actifs financiers ».

3.12. Paiements fondés sur des actions

Le groupe a mis en place des plans de rémunération dénoués en instruments de capitaux propres sous la forme de bons de souscription d'actions, de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise ou d'attributions d'actions gratuites attribués à des salariés, dirigeants, consultants, prestataires et membres du conseil d'administration.

En application de la norme IFRS 2, pour des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la rémunération associée, à la juste valeur des biens ou services reçus, sauf si cette juste valeur ne peut être estimée de façon fiable. Pour appliquer ces dernières dispositions, le montant des avantages octroyés est évalué selon le

modèle Bjerksund & Stensland et est comptabilisé en charges, sur la période au cours de laquelle les droits à bénéficier des instruments de capitaux propres sont acquis, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

La juste valeur des bons de souscription octroyés est déterminée par application du modèle de valorisation d'options comme décrit en note 4.3.

L'évaluation de la juste valeur des AGA attribuées est effectuée sur la base d'un modèle de valorisation qui prend en compte la probabilité d'atteinte des conditions d'acquisition de celles-ci.

3.13. Passifs financiers

Un passif financier relève d'une obligation contractuelle de remettre à une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier. Un instrument financier peut être classé comme un passif financier (dette, produit dérivé) ou un instrument de capitaux propres.

Le prix d'acquisition d'un passif financier est le montant effectivement payé net des frais de transaction (sauf si évalué en juste valeur par le biais du compte de résultat) et net des éventuelles primes de remboursement.

Il existe trois catégories de passifs financiers :

▪ Les passifs évalués au coût amorti

Il s'agit des dettes fournisseurs, des dettes fiscales et sociales, des emprunts et dettes financières divers, tels que les avances remboursables BPI France (Ex OSEO) et emprunts P2RI. Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La fraction à moins d'un an des passifs financiers est présentée en « Dettes financières – part courante ».

▪ Les passifs évalués en juste valeur par résultat

Au cours de cette période, la Société n'a détenu aucun placement de ce type.

▪ Les passifs évalués en juste valeur par résultat sur option

Au cours de cette période, la Société n'a détenu aucun placement de ce type

3.14. Aides publiques

La Société bénéficie d'aides publiques sous forme d'avances conditionnées et de subventions. Le détail de ces aides est fourni en Note 5.

Les subventions publiques sont reconnues à l'actif lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- La Société se conformera aux conditions attachées aux subventions ; et
- Les subventions seront reçues.

Les subventions d'exploitation qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées en résultat en diminution des frais de recherche et développement, au fur et à mesure

de l'avancement des coûts engagés sur les programmes de recherches concernés.

Les avances conditionnées, non porteuses d'intérêts, sont destinées à financer les programmes de recherche. Elles sont remboursables en totalité en cas de succès du projet, et partiellement en cas d'échec.

Les avances remboursables à taux zéro sont assimilées à des passifs financiers devant faire l'objet d'une évaluation au coût amorti à chaque clôture, par actualisation de l'ensemble des sorties de trésorerie futures actualisées au taux d'intérêt prévalant sur le marché (l'OAT 10 ans au cas des avances comptabilisées).

La différence entre la valeur actualisée de l'avance au taux de marché et le montant reçu en trésorerie de l'organisme public constitue une subvention au sens de la norme IAS 20. Cette différence doit être comptabilisée comme une subvention liée au résultat et enregistrée en résultat en diminution des frais de recherche et développement, au fur et à mesure de l'avancement des coûts engagés sur les programmes de recherches concernés.

Ces avances sont comptabilisées en dettes financières non courantes et en dettes financières courantes selon leur échéance. En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en subvention.

3.15. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux engagements résultant de litiges et risques divers, dont l'échéance et le montant sont incertains, auxquels la société peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite envers un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable.

Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite

A leur départ, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective applicable.

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation suivies par le groupe sont celles édictées par la norme IAS 19 « Avantages au personnel ».

En application de cette norme :

- les charges liées aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges au fur et à mesure de leur paiement ;
- les engagements de chaque régime à prestations définies sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont basés sur des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des augmentations de salaires. Ils tiennent compte de la situation économique de chaque pays ;
- Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

3.16. Chiffre d'affaires

A ce jour, le chiffre d'affaires de la Société correspond essentiellement aux revenus générés par les accords de licence conclus avec des sociétés pharmaceutiques. Ces contrats incluent généralement diverses composantes, telles que des montants facturables à la signature et des montants facturables lors du franchissement de certains objectifs de développement prédéfinis, des paiements forfaitaires de financement de frais de recherche et développement et l'attribution de redevances sur les ventes futures de produits. Les redevances sur les ventes futures de produits correspondent à un pourcentage des ventes nettes réalisées par le partenaire.

Les montants facturables au titre de la signature du contrat, qui rémunèrent la cession de la propriété intellectuelle d'une molécule, sont immédiatement enregistrés en chiffre d'affaires lors de la prise d'effet du contrat lorsque les montants reçus sont non remboursables et que la Société n'a pas d'engagements de développement futurs.

Les revenus liés à la réalisation de prestations de développement pour le compte du client ayant acquis la propriété intellectuelle, sont initialement comptabilisés en produits constatés d'avance et étalés sur la durée estimée de l'implication de la Société dans les développements futurs, laquelle fait l'objet de révisions périodiques.

Les montants facturables lors du franchissement de certains objectifs de développement prédéfinis sont enregistrés à 100% en chiffre d'affaires lors de l'atteinte effective de ces objectifs dès lors qu'aucune prestation de développement pour le compte du client ayant acquis la propriété intellectuelle, ne soit contractuellement à la charge de la société postérieurement au franchissement. Par la négative, tout ou partie des montants facturés à l'occasion de l'atteinte d'un objectif de développement, pourront faire l'objet d'un étalement sur la durée estimée de l'implication de la Société dans les développements futurs, laquelle fait l'objet de révisions périodiques.

3.17. Contrats de location

Le groupe ne détient aucun contrat de location-financement au sens de la norme IAS 17.

OSE Immunotherapeutics dispose de contrats de location (en qualité de preneur) qui concernent principalement des bureaux et divers matériels.

Dans le cadre des contrats de location simple au sens d'IFRS 16, le groupe comptabilise un droit d'utilisation et une dette locative au titre de l'ensemble de ces contrats, à l'exception de ceux relatifs à des biens de faible valeur et de ceux de courte durée (12 mois ou moins).

Les paiements au titre de ces contrats non reconnus au bilan sont comptabilisés en charges opérationnelles de façon linéaire sur la durée du contrat.

Au début du contrat, la dette au titre des loyers futurs est actualisée à l'aide du taux marginal d'emprunt correspondant à un taux sans risque ajusté d'une marge représentative du risque spécifique à chaque entité du Groupe.

Les paiements des loyers intervenant de façon étalée sur la durée du contrat, OSE IMMUNOTHERAPEUTICS applique un taux d'actualisation basé sur la durée de ces paiements.

Les paiements pris en compte dans l'évaluation de la dette au titre des loyers futurs excluent les composantes non locatives et comprennent les sommes fixes qu'OSE Immunotherapeutics s'attend à

payer au bailleur sur la durée probable du contrat (limitées à la période pour laquelle le groupe dispose de droits unilatéraux à prolonger le contrat sans l'accord du bailleur).

Après le début du contrat de location, la dette au titre des loyers futurs est diminuée du montant des paiements effectués au titre des loyers et augmentée des intérêts. La dette est réévaluée, le cas échéant, pour refléter une nouvelle appréciation ou une modification des loyers futurs

Après le début du contrat, le droit d'utilisation, initialement évalué à son coût, est amorti linéairement sur la durée du contrat de location et fait l'objet, le cas échéant, d'un test de perte de valeur.

3.18. Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du Groupe, corrigés de la fiscalité différée (impôt différé).

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilancielle, conformément à IAS 12, pour toutes les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs figurant dans les états financiers (sauf exception par exemple pour le goodwill, ...).

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables ou à hauteur des impôts différés passifs dans la limite des plafonnements en vigueur.

3.19. Crédit d'impôt recherche

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'Etat français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient de dépenses remplissant les critères requis bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

Le crédit d'impôt recherche est présenté en résultat en diminution des frais de recherche et développement.

3.20. Information sectorielle

L'application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » n'a pas d'impact sur l'information sectorielle du Groupe. Le Groupe considère qu'il n'opère en effet que sur un seul segment agrégé : la conduite de recherche et développement sur des produits pharmaceutiques en vue de leur commercialisation future.

Par ailleurs, l'essentiel de l'activité de recherche et développement est localisée en France ainsi que les principaux décideurs opérationnels de la Société qui en mesurent la performance au regard de la consommation de trésorerie de ses activités.

Pour ces raisons, la direction du Groupe n'estime pas opportun de constituer des secteurs d'activité distincts dans son reporting interne.

3.21. Autres éléments du résultat global

Les éléments de produits et de charges de la période comptabilisés directement dans les capitaux propres sont présentés dans la rubrique « Autres éléments du résultat global ».

Pour les périodes présentées, cette rubrique inclut les écarts de conversion liés à l'activité de l'entité ayant ses opérations en Suisse, ainsi que les pertes actuarielles sur les avantages au personnel.

3.22. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé sur toutes les périodes présentées sur la base des actions en circulation d'OSE IMMUNOTHERAPEUTICS considérée comme l'entité mère légalement.

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

Si la prise en compte pour le calcul du résultat dilué par action des instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA...) génère un effet antidilutif, ces instruments ne sont pas pris en compte.

Aux dates de clôture présentées, compte tenu d'un résultat net en bénéfice, le résultat dilué par action est de 0,03 € par action. Par effet dilutif les instruments restant à exercer représentant 1 240 026 actions et le résultat dilué par action serait de 0,03 € (Cf Note 12).

NOTE 1 : ACTIFS NON COURANTS

1.1 Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2018	Augmentation	Diminution	30/06/2019
Frais de R&D acquis	52 600	-	-	52 600
	52 600	-	-	52 600

En 2016, la société a acquis, par voie de fusion absorption, deux molécules FR104 et OSE-127. L'évaluation de ces molécules avait été effectuée sur la base d'estimation de flux futurs de trésorerie. Les tests de dépréciation sont réalisés à minima une fois par an sur les immobilisations à durée indéfinie ou non amortissables.

Au 30 juin 2019, aucun indice de perte de valeur des actifs incorporels n'a été identifié par rapport aux paramètres utilisés pour le test d'impairment réalisé au 31 décembre 2018.

Concernant FR-104, suite à la décision de Janssen Biotech de rendre le programme à OSE Immunotherapeutics en 2018, la société a repris les droits mondiaux de son antagoniste de CD28 pour poursuivre le développement clinique. La prise d'effet de cette reprise des droits est effective depuis le 31 décembre 2018.

Au cours du premier semestre 2019, OSE Immunotherapeutics s'est attaché à conduire l'étude de phase 1 et à organiser les travaux préliminaires au lancement opérationnel de la prochaine Phase II. Par ailleurs, des discussions ont été ouvertes avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques pour sceller un nouvel accord de licence des droits mondiaux de FR-104.

Concernant OSE-127, les travaux de recherche se poursuivent suite à la levée d'option par SERVIER. Par ailleurs, le retrait du CHU de Nantes du consortium EFFIMAB (évoqué en Note 15 - Evénements subséquents) ne constitue pas un indice de perte de valeur pour la société.

Pour rappel, l'évaluation de la valeur d'utilité de ces deux molécules, au 31 décembre 2018, a été effectuée selon la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (DCF), dont voici les principales hypothèses utilisées :

- Horizon temporel à 20 ans (sans valeur terminale) ;
- Probabilités de réussite utilisées en phase avec les probabilités de réussite généralement observées dans le domaine des maladies auto-immunes ;
- Taux d'actualisation à 15 % : ce taux d'actualisation est un taux après impôt appliqué à des flux de trésorerie après impôt ;

- Taux d'imposition à 10 % (conformément au nouveau régime d'imposition des produits de cession ou concession de brevets).

Les tests de sensibilité suivants ont été réalisés, dont aucun ne conduit à une dépréciation de la valeur nette comptable de ces molécules :

- Taux d'actualisation : analyse de sensibilité réalisée dans un intervalle situé de 14 % à 16 % avec un impact respectif de plus ou moins 10 millions d'euros ne conduisant pas à une dépréciation de la valeur nette comptable de ces molécules ;
- Taux d'imposition : analyse de sensibilité réalisée entre le taux à 10 % (régime du long-terme relatif aux produits de la propriété industrielle) et le taux à 25% (taux de droit commun applicable à partir de 2022 tel que prévu dans la loi de finances 2019) avec un impact respectif de plus ou moins 15 millions d'euros ne conduisant pas à une dépréciation de la valeur nette comptable de ces molécules ;
- Probabilité de réussite : analyse de sensibilité réalisée dans un intervalle de plus ou moins 10% ne conduisant pas à une dépréciation de la valeur nette comptable de ces molécules.

Comme indiqué ci-avant, la valorisation actuelle de la molécule FR-104 reste sous-tendue par la capacité de la Société à trouver un autre partenaire industriel suite au retrait de Janssen. La société est actuellement en contact avec plusieurs sociétés pharmaceutiques pour tenter de licencier à nouveau la molécule FR104.

1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2018	Augmentation	Diminution	30/06/2019
<u>Valeurs brutes</u>				
Constructions	153	119	0	272
Matériel et outillages	804	78	0	882
Matériel de bureau, informatique, mobilier	129	2	4	128
	1 086	199	4	1 281
<u>Amortissements</u>				
Constructions	21	18	0	38
Matériel et outillages	110	76	0	187
Matériel de bureau, informatique, mobilier	51	15	3	63
	182	109	3	288
<u>Valeurs nettes</u>				
Constructions	132	101	0	234
Matériel et outillages	693	2	0	695
Matériel de bureau, informatique, mobilier	78	(13)	0	65
	904	90	0	993

La société a principalement investi dans la construction liée à l'aménagement des nouveaux locaux de Paris Suffren et dans du matériel de laboratoire au cours du 1^{er} semestre 2019.

1.3 Droits d'utilisation

Ose Immunotherapeutics a effectué une revue de ses contrats de location simple pour évaluer l'impact potentiel de la première application de la norme IFRS 16 qui conduit à reconnaître au bilan une dette au titre des loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation pour les contrats de location simple.

Un droit d'utilisation a été constaté à l'actif pour un montant identique à celui de la dette au titre des loyers futurs ajusté, le cas échéant, des paiements d'avance ou des montants provisionnés au titre des loyers à payer.

Ose Immunotherapeutics a identifié neuf contrats de location (rentrant dans le champ d'application de la norme) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Trois baux de locations d'une durée maximale de 9 ans. Tous les contrats de location sont relatifs à des biens immobiliers en France. Le taux d'endettement marginal retenu est de 2%.
- Six contrats portant sur des actifs de faibles valeurs (matériels bureautiques et des petits équipements d'une valeur inférieure à 5 milliers d'euros) dont la société a opté pour l'exemption de comptabilisation au bilan (les loyers seront constatés en charges de manière linéaire au contrat).

Les droits d'utilisation s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2018	01/01/2019	Augmentation	Diminution	30/06/2019
<u>Valeurs brutes (actifs immobiliers)</u>					
Contrat location (Nantes Lot 1)	0	537	0	0	537
Contrat location (Nantes Lot 2)	0	208	0	0	208
Contrat location (Paris)	0	1 198	0	0	1 198
	0	1 943	0	0	1 943
<u>Amortissements</u>					
Contrat location (Nantes Lot 1)	0	0	51	0	51
Contrat location (Nantes Lot 2)	0	0	9	0	9
Contrat location (Paris)	0	0	55	0	55
	0	0	115	0	115
<u>Valeurs nettes</u>					
Contrat location (Nantes Lot 1)		537	(51)	0	486
Contrat location (Nantes Lot 2)		208	(9)	0	199
Contrat location (Paris)		1 198	(55)	0	1 143
	0	1 943	(115)	0	1 828

1.4 Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2018	Augmentation	Diminution	Retraitement en capitaux propres	30/06/2019
Dépôts et cautionnements	77	46	(21)	0	102
Contrat de liquidité - soldes espèces	26	12	0	0	39
	104	59	(21)	0	141
Actions propres	0	0	(19)	19	0
	0	0	(19)	19	0
Total Actifs Financiers Non Courants	104	59	(40)	19	141

NOTE 2 : ACTIFS COURANTS

2.1 Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers courants

En milliers d'euros	31/12/2018	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	30/06/2019
Comptes bancaires	4 478		(2 661)		1 817
Dépôts à terme	5 094	16 651			21 745
Trésorerie Active	9 573	16 651	(2 661)	-	23 562
Dettes financières courantes (Comptes bancaires)	(3)	(0)			(3)
Trésorerie Nette	9 570	16 650	(2 661)	-	23 559

Les 23 562 milliers d'euros de trésorerie nette ne tiennent pas compte des 2 965 milliers euros de placements ci-dessous.

En milliers d'euros	31/12/2018	Réactualisation en juste valeur	30/06/2019
Autres OPCVM	2 861	104	2 965
Total Actifs Financiers Courants	2 861	104	2 965

Ils correspondent à des comptes à terme et des placements de parts d'OPCVM disponibles à court terme qui ne répondent pas aux critères du nouveau règlement Européen 2017/1131 relative au classement des OPCVM.

2.2 Créances clients

En milliers d'euros	Clôture 31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture 30/06/2019
Clients et comptes rattachés	2 253	3	(1 078)			1 178
Dépréciation des clients et comptes rattachés	-				-	-
Total net des clients et comptes rattachés	2 253	3	(1 078)	-	-	1 178

La diminution des créances clients de 1 078 milliers d'euros s'explique principalement par le paiement des créances clients pour un montant de 996 milliers d'euros et la diminution des factures à établir dans le cadre des contrats BI et Servier.

2.3 Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Taxe sur la valeur ajoutée (1)	895	1 277
Fournisseurs débiteurs (2)	323	431
Charges constatées d'avance (3)	2 573	1 039
Produits à recevoir (4)	1 090	1 087
Etat - créance d'impôt (5)	2 040	0
Autres actifs courants	6 921	3 834
Actif d'impôt exigible (5)	4 487	4 504
Total	11 408	8 338

- (1) Le poste Taxe sur la valeur ajoutée inclut des demandes de remboursement de crédit de TVA pour un montant de 292 milliers d'euros et de TVA sur FNP pour 217 milliers d'euros.
- (2) Le poste Fournisseurs débiteurs est principalement composé des rabais, remises, ristournes à recevoir pour 317 milliers d'euros.
- (3) Le poste de charges constatées d'avance est composé principalement de frais de recherche et développement.
- (4) Le poste de produits à recevoir est principalement composé des subventions à recevoir comme suit : 647 milliers d'euros pour le Projet EFFICLIN (OSE-172), 173 milliers d'euros pour le Projet EFFIMAB (OSE-127) et 109 milliers d'euros pour le projet Hydrid ADCC. Les 149 milliers d'euros restant concernent le dépôt de garantie lié au préfinancement du CIR.
- (5) Le poste Etat – créance d'impôt ou Actif d'impôt exigible est composé des créances fiscales relatives :

- Au CIR 2018 pour 4 487 milliers d'euros, qui a été remboursée en juillet 2019
- Estimation du CIR au 30 Juin 2019 pour 2 256 milliers d'euros
- Provision d'IS au 30 juin 2019 pour 216 milliers d'euros (en diminution).

NOTE 3 : ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS ET EFFETS SUR LE RESULTAT

Les actifs financiers de la Société sont évalués de la manière suivante au 30 juin 2019 :

En milliers d'euros	30/06/2019		JV par le compte de résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
	Valeur Etat de situation financière	JV			
Actifs financiers non courants	141	141		141	
Droits d'utilisation	1 828	1 828		1 828	
Clients et comptes rattachés	1 178	1 178		1 178	
Autres actifs courants	6 921	6 921		6 921	
Actifs financiers courants	2 965	2 965	2 965		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 562	23 562		23 562	
Total Actifs Financiers	36 594	36 594	2 965	33 630	-
Dettes financières non courantes	4 493	4 493			4 493
Dettes Locatives Non Courantes	1 551	1 551			1 551
Dettes financières courantes	656	656			656
Dettes Locatives Courantes	289	289			289
Fournisseurs et comptes rattachés	6 247	6 247			6 247
Autres passifs courants	12 092	12 092			12 092
Total Passifs Financiers	25 327	25 327	-	-	25 327

En milliers d'euros	Impacts compte de résultat au 30 juin 2019	
	Intérêts	Variation de juste valeur
Actifs en JV par résultat	82	22
Prêts et créances		
Actifs au coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	
Total	95	22
Dettes locatives au coût amorti	15	
Dettes à la JV par résultat		(2)
Passifs évalués au coût amorti	11	33
Total	26	31

NOTE 4 : CAPITAL

4.1 Capital émis

Date	Nature des opérations	Capital en €	Prime d'émission en €	Nombre d'actions créées	Nombre d'actions composant le capital	Valeur nominale en €	Capital social en €
Au 31 Décembre 2016		2 857 994	48 603 472	4 241 029	14 289 970	0,20	2 857 994
Mars	Augmentation de Capital - BSA Ose 2012	17 000	0	85 000	14 374 970	0,20	2 874 994
Décembre	Augmentation de Capital - AGA	22 770	(22 770)	113 851	14 488 821	0,20	2 897 764
Décembre	Souscription de BSA 2017	0	18 000	0	14 488 821	0,20	2 897 764
Au 31 Décembre 2017		2 897 764	48 598 701	4 439 880	14 488 821	0,20	2 897 764
Juin	Augmentation de Capital - AGA (1)	10 000	(10 000)	50 000	14 538 821	0,20	2 907 764
Juin	Augmentation de Capital - AGA (2)	24 608	(24 608)	123 040	14 661 861	0,20	2 932 372
Juillet	Augmentation de Capital - AGA (3)	8 030	(8 030)	40 151	14 702 012	0,20	2 940 402
Juillet	Souscription de BSA 2017 (4)	0	7 200	0	14 702 012	0,20	2 940 402
Septembre	Augmentation de Capital - BSA 2012 (5)	6 000	0	30 000	14 732 012	0,20	2 946 402
Septembre	Augmentation de Capital - BSA 2012 (6)	6 000	0	30 000	14 762 012	0,20	2 952 402
Octobre	Augmentation de Capital - BSA 2012 (7)	5 000	0	25 000	14 787 012	0,20	2 957 402
Novembre	Augmentation de Capital - BSA 2012 (8)	6 000	0	30 000	14 817 012	0,20	2 963 402
Décembre	Correction taux Impot Diff s/ Frais Fusion (9)	0	(28 151)	0	14 817 012	0,20	2 963 402
Au 31 Décembre 2018		2 963 402	48 535 112	4 768 071	14 817 012	0,20	2 963 402
Juin	Augmentation de Capital - AGA (2)	30 000	(30 000)	150 000	14 967 012	0,20	2 993 402
Au 30 Juin 2019		2 993 402	48 505 112	4 918 071	14 967 012	0,20	2 993 402

(1) Augmentation de capital réalisée par acquisition et émission de 150 000 actions gratuites

Au 30 juin 2019, le capital social s'établit à 2 993 402 euros. Il est divisé en 14 967 012 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,20 €.

4.2 Instruments de capitaux propres autorisés mais non émis

Le 31 mai 2016, l'Assemblée Générale Mixte a délégué au Conseil d'Administration tous pouvoirs à l'effet d'augmentation en une ou plusieurs fois, le capital d'un montant nominal maximum de 80 000 euros, soit un maximum de 400 000 actions nouvelles selon les modalités suivantes :

- Emission d'actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents de plans d'épargne : enveloppe expirant le 31 juillet 2017 ;
- Emission de BSA et BSPCE au profit d'une catégorie de personnes : enveloppe expirant le 30 novembre 2017 ;
- Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux : enveloppe expirant le 31 juillet 2019 ;

Au 31 décembre 2018, il restait donc 242 538 instruments de capitaux propres à la main du Conseil d'Administration sur les 500.000 autorisés par l'Assemblée du 14 Juin 2017.

Le 13 juin 2018, l'Assemblée Générale Mixte a délégué au Conseil d'Administration tous pouvoirs à l'effet d'augmentation en une ou plusieurs fois, le capital pour un maximum de 500 000 actions nouvelles.

Dans le cadre de sa délégation octroyée par l'Assemblée Générale Mixte du 14 juin 2017, le Conseil d'Administration a décidé en date du 12 mars 2019 de procéder à l'émission et l'attribution de :

- 149 200 actions gratuites au profit de tous les salariés

Par ailleurs, dans le cadre de délégation octroyée par l'Assemblée Générale du 13 Juin 2018, le conseil d'administration a décidé en date 26 juin 2019 de procéder à :

- L'émission des 150 000 actions gratuites au profit d'Alexis Peyrole conformément à sa décision du 13 juin 2018.
- L'attribution de 150 000 actions gratuites au bénéfice de l'ensemble des salariés permanents de la société, en dehors des mandataires sociaux de la société. Suite à décision du Directeur Général le 26 Juin 2019, 148 400 actions gratuites ont été attribuées.
- L'émission de 60 000 BSPCE 2019 au profit des administrateurs non salariés non dirigeants (soit 10 000 BSPCE par administrateur)

Au 30 Juin 2019, il reste donc :

- 93 338 instruments de capitaux propres à la main du Conseil d'Administration sur les 500.000 autorisés par l'Assemblée du 14 Juin 2017.
- 140.000 instruments financiers à la main Conseil d'administration sur les 500.000 autorisés par l'Assemblée du 13 Juin 2018.

4.3 Bons de souscription d'actions, BSPCE et actions gratuites

La société a émis les plans de souscription d'actions (BSA) et BSPCE suivants :

Type	Date de création	Période de souscription	Prix d'exercice	Total créé	2013 et antérieurs	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total souscrit au 30/06/2019
BSA 2012	29/11/2013	01/07/2014 à 30/06/2014	1 €	40 000	17 000	23 000	118 649	33 933	100 000	88 256	25 000	40 000
BSA 1 2014	02/08/2014	01/07/2014 à 30/06/2014	3 €	118 649	118 649	33 933	118 649	100 000	88 256	25 000	25 000	118 649
BSA 2 2014	01/07/2014	01/07/2014 à 30/06/2014	8 €	33 933	33 933	33 933	33 933	100 000	88 256	25 000	25 000	33 933
BSA 3 2014	27/03/2015	27/03/2015 à 30/06/2015	8 €	125 000	125 000	125 000	125 000	100 000	88 256	25 000	25 000	125 000
BSA 4 2014	27/03/2015	27/03/2015 à 30/06/2015	8 €	125 000	125 000	125 000	125 000	100 000	88 256	25 000	25 000	125 000
BSA 5 2014	27/03/2015	27/03/2015 à 30/06/2015	8 €	125 000	125 000	125 000	125 000	100 000	88 256	25 000	25 000	125 000
BSA 6 2014	27/03/2015	27/03/2015 à 30/06/2015	8 €	125 000	125 000	125 000	125 000	100 000	88 256	25 000	25 000	125 000
BSA 7 2014	27/03/2015	27/03/2015 à 30/06/2015	8 €	125 000	125 000	125 000	125 000	100 000	88 256	25 000	25 000	125 000
BSA 2010 2 EFFRAHUME	29/12/2010	01/07/2011 à 30/06/2016	5,8 €	23 620	23 620	23 620	23 620	19 000	10 000	88 256	25 000	23 620
BSA 2010 2 EFFRAHUME	01/07/2014	01/07/2014 à 30/06/2019	7 €	30 700	30 700	30 700	30 700	19 000	10 000	88 256	25 000	30 700
BSA 2010 2 EFFRAHUME	25/11/2014	25/11/2014 à 30/06/2019	7 €	3 500	3 500	3 500	3 500	19 000	10 000	88 256	25 000	3 500
BSA 2014 1 EFFRAHUME	25/11/2014	25/11/2014 à 30/06/2019	7 €	3 500	3 500	3 500	3 500	19 000	10 000	88 256	25 000	3 500
BSA 2015	23/03/2015	23/03/2015 à 30/06/2015	10,8 €	136 222	136 222	136 222	136 222	100 000	88 256	25 000	25 000	136 222
BSA 2015 1	27/03/2015	27/03/2015 à 30/06/2015	10,8 €	15 000	15 000	15 000	15 000	10 000	88 256	25 000	25 000	15 000
BSA 2015 2	27/03/2015	27/03/2015 à 30/06/2015	10,8 €	25 000	25 000	25 000	25 000	10 000	88 256	25 000	25 000	25 000
BSA 2015 3	27/03/2015	27/03/2015 à 30/06/2015	10,8 €	25 000	25 000	25 000	25 000	10 000	88 256	25 000	25 000	25 000
BSPCE 2016	09/09/2016	09/09/2016 à 30/06/2018	6,66 €	12 162	12 162	12 162	12 162	10 000	88 256	25 000	25 000	12 162
BSA 2016	13/12/2016	13/12/2016 à 30/06/2018	6,66 €	25 000	25 000	25 000	25 000	10 000	88 256	25 000	25 000	25 000
BSPCE 2017	28/03/2017	28/03/2017 à 30/06/2018	6,59 €	4 098	4 098	4 098	4 098	10 000	88 256	25 000	25 000	4 098
BSA 2017	18/07/2017	18/07/2017 à 30/06/2018	4,65 €	52 000	52 000	52 000	52 000	10 000	88 256	25 000	25 000	52 000
BSPCE 2018	13/06/2018	13/06/2018 à 30/06/2019	4,17 €	25 900	25 900	25 900	25 900	10 000	88 256	25 000	25 000	25 900
BSA 2018	13/06/2018	13/06/2018 à 30/06/2019	4,17 €	25 900	25 900	25 900	25 900	10 000	88 256	25 000	25 000	25 900
BSPCE 2019	26/06/2019	26/06/2019 à 30/06/2020	3,58 €	60 000	60 000	60 000	60 000	10 000	88 256	25 000	25 000	60 000
Total BSA et BSPCE				1 003 034	40 610	134 982	272 966	208 618	34 098	37 000	40 000	829 184

La société a émis les plans d'actions gratuites suivants :

Date d'attribution	Période d'exercice	Total attribuée	Exercices lors de l'exercice	2017	2018	2019	Total exercé au 30/06/2019
31/05/2016	31/05/2016-30/05/2018	98 000	*	98 000			98 000
08/09/2016	08/09/2016-07/09/2017	13 851	13 851				13 851
13/12/2016	13/12/2016-12/12/2017	50 000	50 000				50 000
13/12/2016	13/12/2016-12/12/2017	50 000	50 000				50 000
13/12/2016	13/12/2016-12/12/2017	50 000	50 000				50 000
13/12/2016	13/12/2016-12/12/2017	50 000	50 000				50 000
13/12/2016	13/12/2016-12/12/2017	50 000	50 000				50 000
28/03/2017	28/03/2017-27/03/2018	25 040	*	25 040			25 040
18/07/2017	18/07/2017-17/07/2018	41 155	*	40 151			40 151
13/06/2018	13/06/2018-12/06/2019	150 000	*			150 000	150 000
05/12/2018	05/12/2018-04/12/2019	20 000	*				
05/12/2018	05/12/2018-04/12/2019	18 712	*				
12/03/2019	12/03/2019-11/03/2020	149 200					
26/06/2019	26/06/2019-25/06/2020	150 000					
26/06/2019	26/06/2019-25/06/2020	148 400					
Total AGA		964 358	*	113 851	213 191	150 000	477 042

Le Conseil d'administration du 12 mars 2019 a attribué des actions gratuites dont les caractéristiques sont les suivantes :

Attribution aux salariés :

[illegible]

	BSA 2016	BSPCE 2016	BSA 2017	BSPCE 2017
Date AG de mise en place du plan	31/05/2016	31/05/2016	31/05/2016	31/05/2016
Nombre d'options autorisées	25 000	12 162	52 000	4 098
Prix de souscription	1,00 €	0,00 €	0,60 €	0,00 €
Date de souscription	13/12/2016	09/09/2016	18/07/2017	28/03/2017
Exercéabilité des BSA/BSPCE - "Vesting"	dès souscription	dès souscription	dès souscription	dès souscription
Prix d'exercice	6,06€ / action	6,66 € / action	4,65€ / action	6,59 € / action
Type d'option	américaine	américaine	américaine	américaine
Cours spot	6,20 €	7,00 €	4,05 €	6,78 €
Maturité	2,05 ans	18 mois	4 ans	12 mois
Volatilité	44,02%	44,87%	46,98%	44,27%
Taux d'intérêt EUR	-0,1583%	-0,2141%	0,1494%	-0,2137%
Rendement des dividendes	0%	0%	0%	0%
Juste valeur estimée par BSA/BSPCE	1,58	1,64	1,30	1,26
Nombres d'options souscrites	0	12 162	42 000	4 098
Prix de souscription	1,00	0,00	0,60	0,00
Nombres d'options exercées	-	-	-	-
Date d'expiration contractuelle	31/12/2018	09/03/2018	17/07/2021	28/03/2018
Période d'acquisition	aucune	aucune	aucune	aucune

Les BSA 2016, BSPCE 2016 et 2017 n'ont pas été exercés et ont expiré en 2018.

Au cours de l'exercice 2019, le groupe a mis en place le plan décrit ci-après :

- Le Conseil d'administration a décidé d'émettre un total de 60.000 BSPCE 2019, soit 10.000 BSPCE au bénéfice de chacun des administrateurs non salariés non dirigeants en fonction au 26 juin 2019.

	BSA 2018	BSPCE 2018	BSPCE 2019
Date AG de mise en place du plan	14/06/2017	14/06/2017	13/06/2018
Nombre d'options autorisées	42 850	25 900	60 000
Prix de souscription	0,70 €	0,00 €	0,00 €
Date de souscription	13/06/2018	13/06/2018	26/06/2019
Exerçabilité des BSA/BSPCE - "Vesting"	dès souscription	dès souscription	dès souscription
Prix d'exercice	4,17 € / action	4,17 € / action	3,58 € / action
Type d'option	américaine	américaine	américaine
Cours spot	4,09 €	4,09 €	3,52 €
Maturité	5 ans	5 ans	
Volatilité	47,08%	47,08%	
Taux d'intérêt EUR	0,3812%	0,3812%	
Rendement des dividendes	0%	0%	0%
Juste valeur estimée par BSA/BSPCE	1,64	1,64	
Nombres d'options souscrites	0	25 900	60 000
Prix de souscription	0,70	0,00	0,00
Nombres d'options exercées	-	-	-
Date d'expiration contractuelle	13/06/2023	13/06/2023	26/06/2024
Période d'acquisition	aucune	aucune	aucune

Mandataires sociaux et salariés

La charge comptabilisée au 30 juin 2019 au titre des avantages payés en instruments de capitaux propres aux mandataires sociaux, salariés et consultants s'est élevée à 534 milliers d'euros exclusivement lié à l'attribution d'actions gratuites.

La contribution patronale relative aux actions gratuites s'élève à 139 milliers d'euros. Ainsi, le montant total des charges liées aux paiements en actions est de 673 milliers d'euros.

Tous ces avantages ont été octroyés à des mandataires sociaux, à des salariés ou des consultants.

Les BSA/BSPCE sont valorisés à la juste valeur des options déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Bjersund & Stensland.

Les AGA attribuées sont évaluées selon un modèle de valorisation qui prend en compte la probabilité d'atteinte des conditions d'acquisition de celles-ci.

La valorisation des conditions des plans de BSA/BSPCE est réalisée par un prestataire externe.

4.4 Acquisition par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2018 a autorisé, pour une durée de dix-huit mois à compter de l'assemblée, le Conseil d'administration à mettre en œuvre, en une ou plusieurs fois, un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-209 du code de commerce et conformément au Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans les conditions décrites ci-dessous :

Objectif des rachats d'actions:

- Favoriser la liquidité des titres de la société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- L'attribution d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés françaises ou étrangères ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariats salarié ou de plans d'épargne d'entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par voie d'attribution gratuite d'actions ou dans tout autre condition permise par la réglementation ;
- La remise des actions en paiement ou en échange, dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- Assurer la couverture des titres de créance donnant accès au capital ;
- L'annulation des titres par voie de réduction de capital à des fins notamment d'optimisation du résultat net par action, sous réserve de l'adoption de la 20^e résolution ci-après visant à autoriser le Conseil d'administration à réduire le capital social ;
- La mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers et, plus généralement la réalisation de toute opération conforme à la réglementation en vigueur ;

Prix d'achat maximum : 21,60 € par action hors frais et commissions, avec un plafond global de 10 millions d'euros.

Nombre maximum d'actions pouvant être achetées : 10 % du nombre total d'actions composant le capital social de la Société, à la date du rachat des actions. Lorsque les actions sont acquises dans le but de favoriser l'animation et la liquidité des titres, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Récapitulatif des actions achetées et vendues sur 2019 :

	2019		
	<u>1er trimestre</u>	<u>2e trimestre</u>	<u>Total</u>
Titres achetés	13 179	12 040	25 219
Prix (en Euros)	3,73	3,70	3,71
Montant total (en K Eur)	49	45	94
Titres Vendus	17 969	9 849	27 818
Prix (en Euros)	3,82	3,79	3,81
Montant total (en K Eur)	69	37	106

Au 30 juin 2019, la Société détenait 41 361 actions OSE IMMUNOTHERAPEUTICS acquises pour un montant total de 149 milliers d'euros. Les ventes de titres auto-détenus ont généré une moins-value nette de cession de 7 milliers d'euros au 30 juin 2019. Ces montants ont été retraités en capitaux propres selon la norme IAS 32.

NOTE 5 : DETTES FINANCIERES

Les dettes financières sont présentées dans le tableau ci-dessous en distinguant les passifs non courants des passifs courants :

En milliers d'euros	31/12/2018	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Autres opérations	30/06/2019	Intérêts financiers au 30/06/2019
Avances OSEO								
Avance BPI EFFIMAB	2 328	820					3 148	
Avance BPI EFFICLIN	1 236						1 236	
Emprunt P2RI	211		(141)				70	
Avance BPI EFFIDEM	57					(19)	38	
Instrument dérivé non courant	0						0	
Dettes financières non courantes	3 832	820	(141)			(19)	4 493	
Bail Nantes Lot 1		436				(51)	385	
Bail Nantes Lot 2		175				(9)	166	
Bail Paris Suffren		1 035				(34)	1 000	
Dettes locatives non courantes		1 646				(94)	1 552	
Avances OSEO	28					(21)	7	1
Avance BPI EFFIMAB	49					19	69	(19)
Avance BPI EFFICLIN	29					14	43	(14)
Emprunt P2RI	486					4	490	(1)
Avance BPI EFFIDEM	31		(5)			19	46	(0)
Comptes bancaires créditeurs	3	3	(3)				3	
Instrument dérivé non courant	2					(2)		2
Dettes financières courantes	628	3	(8)			33	656	(31)
Bail Nantes Lot 1		101	(46)			51	106	(4)
Bail Nantes Lot 2		34	(8)			9	35	(1)
Bail Paris Suffren		163	(49)			34	148	(10)
Dettes locatives courantes		297	(103)			94	289	(15)
Total dettes financières	4 460	2 766	(251)			14	6 989	(46)

Le tableau suivant présente l'échéancier des passifs financiers :

En milliers d'euros	Inférieur à 1 an	Juin 2021	Juin 2022	Juin 2023	Juin 2023 et suivant	Total
Avances OSEO					3 148	3 148
Avances BPI EFFIMAB					1 236	1 236
Avance BPI EFFICLIN		70				70
Emprunt P2RI		38				38
Avance BPI EFFIDEM						
Instrument dérivé non courant						
Dettes financières non courantes	-	108	-	-	4 384	4 493
Bail Nantes Lot 1		105	104	103	73	385
Bail Nantes Lot 2		35	35	35	61	166
Bail Paris Suffren		138	138	136	589	1 000
Dettes locatives non courantes	-	277	277	274	722	1 551
Avances OSEO	7					7
Avances BPI EFFIMAB	69					69
Avance BPI EFFICLIN	43					43
Emprunt P2RI	490					490
Avance BPI EFFIDEM	46					46
Comptes bancaires créditeurs	3					3
Instrument dérivé non courant	-					-
Dettes financières courantes	656	-	-	-	-	656
Bail Nantes Lot 1	106					106
Bail Nantes Lot 2	35					35
Bail Paris Suffren	148					148
Dettes locatives courantes	289					289
Total dettes financières	945	386	277	274	5 106	6 989

Dettes locatives

Dans le cadre d'application d'IFRS 16, le groupe comptabilise un droit d'utilisation et une dette locative au titre de l'ensemble des contrats (baux immobiliers), à l'exception de ceux relatifs à des biens de faible valeur et de ceux de courte durée (12 mois ou moins).

Au début du contrat, la dette au titre des loyers futurs est actualisée à l'aide du taux marginal d'emprunt correspondant à un taux sans risque ajusté d'une marge représentative du risque spécifique à chaque entité du Groupe (2%).

Les paiements pris en compte dans l'évaluation de la dette au titre des loyers futurs excluent les composantes non locatives et comprennent les sommes fixes qu'OSE Immunothérapeutics s'attend à payer au bailleur sur la durée probable du contrat (limitées à la période pour laquelle le groupe dispose de droits unilatéraux à prolonger le contrat sans l'accord du bailleur).

Après le début du contrat de location, la dette au titre des loyers futurs est diminuée du montant des paiements effectués au titre des loyers et augmentée des intérêts. La dette est réévaluée, le cas échéant, pour refléter une nouvelle appréciation ou une modification des loyers futurs.

Emprunt P2RI « Prêt Régional de Redéploiement Industriel » de 1 500 000 euros et instruments dérivés transmis lors de la fusion

La société absorbée a obtenu en septembre 2013 un emprunt de la part de BNP Paribas, du CIC, du Crédit Mutuel et de la Région des Pays de la Loire pour un montant de 375 milliers d'euros chacun, soit un total de 1,5 millions d'euros. Cet emprunt est destiné à financer les projets de développement et d'innovation.

Cet emprunt a été comptabilisé au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

L'emprunt auprès du pool bancaire s'élève à 1,125 millions d'euros. Il porte sur une durée de 7 ans, avec un différé de remboursement en capital d'une durée de 3 ans. Le taux d'intérêt est égal au taux Euribor 3 mois avec une marge fixe de 300 bp. Cet emprunt est remboursé par trimestre depuis le 5 octobre 2016. Les intérêts sont payables trimestriellement.

Au 30 juin 2019, le solde est de 352 milliers d'euros. Cet emprunt fait l'objet d'un CAP à taux plafond, dont la couverture a expiré le 15 avril 2019. Les intérêts relatifs aux échéances postérieures à cette date ne sont pas couverts.

L'emprunt auprès de la Région des Pays de la Loire s'élève à 375 milliers d'euros encaissés intégralement en décembre 2013. La durée de l'emprunt est de 7 ans et bénéficie d'un différé de remboursement de 3 ans. Le taux effectif global s'élève à 4,06 % payable annuellement.

Au 30 juin 2019, le solde est de 188 milliers d'euros.

Ces soldes ne tiennent pas compte des intérêts courus non échus et des effets d'évaluation selon la norme IFRS 9 (Pour un montant total de 20 milliers d'euros).

Avance remboursable Bpifrance de 100 000 euros transmise lors de la fusion

En septembre 2014, la société Effimune avait également obtenu de la part de la Bpifrance une avance remboursable ne portant pas intérêt, d'un montant maximum de 100 milliers d'euros, dans le cadre du projet OSE 172 (Ex EFFI-DEM) : Faisabilité d'anticorps monoclonaux immunomodulateurs pour le traitement des cancers.

Les versements de la Bpifrance se sont échelonnés entre la signature du contrat et la fin du projet, soit :

Un premier versement de 80 000 euros postérieurement à la signature du contrat (reçu le 23 décembre 2014),

Un deuxième versement de 20 000 euros encaissé le 2 décembre 2015, qui solde les montants à percevoir au titre de cette avance.

Suite au succès technique du projet, le remboursement de cette aide débutera selon les modalités suivantes :

- 20 000 euros le 30 septembre 2018,
- 40 000 euros le 30 septembre 2019,
- 40 000 euros le 30 septembre 2020.

La juste valeur de cette avance a été déterminée sur la base d'un taux d'intérêt de marché estimé de 0,867 % par an pour le premier versement de 80 000 euros et de 0,786 % pour le deuxième versement de 20 000 euros. La différence entre le montant de l'avance au coût historique et celui de l'avance actualisée au taux de marché est reconnue en diminution des Frais de recherche et développement, au fur et à mesure des coûts engagés sur les programmes de recherches concernés.

Au 30 juin 2019, le solde est de 85 milliers d'euros.

Avance remboursable Bpifrance Projet EFFIMAB de 2 328 000 euros et 820 235 euros.

Le 19 juin 2017, la société a obtenu de la part de la BPIFrance, le premier versement d'une avance remboursable relatif au projet EFFIMAB pour 2 328 000 euros.

A l'origine, cette avance portant intérêts (taux d'actualisation 1,66% selon contrat) était d'un montant maximum de 3 609 405 milliers d'euros versés en cas de franchissement de 3 étapes clés (EC) (EC3 : 2 328 000 € ; EC4 : 739 000 € ; EC5 : 542 405 €) dans un délai de réalisation de 72 mois.

Le remboursement théorique en cas de succès de toutes les étapes devait se faire par échéance annuelle à partir du 30/06/2021 et a été calculé sur la base des 3 609 405 euros théoriques rapportés à un taux d'actualisation contractuel de 1,66 % soit un montant forfaitaire de 4 100 000 euros dont 490 595 euros d'intérêts. L'échéancier de remboursement s'étalait sur une période comprise entre le 30 juin 2021 et le 30 juin 2025 pour 4,1 millions d'euros.

Suite à l'avenant n°2, signé le 28 décembre 2018, cette avance portant intérêts est à présent d'un montant maximum de 3 991 milliers d'euros versés en cas de franchissement de 4 étapes clés (EC) (EC3 : 2 328 000 € ; EC4 : 820 235 € ; EC5 : 240 150 € ; EC6 : 602 922 €) dans un délai de réalisation de 115 mois.

Le remboursement théorique en cas de succès de toutes les étapes est maintenant d'un montant forfaitaire de 4 590 000 euros qui se fera par échéance annuelle à partir du 31/12/2014 et qui a été calculé sur la base des 3 991 307 euros théoriques à recevoir.

L'échéancier de remboursement s'étale sur une période comprise entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2028.

Dans le cadre de l'atteinte de l'étape EC3, une partie de l'avance a été perçue pour 2 328 000 euros conformément à l'avenant du contrat initial.

Dans le cadre de l'atteinte de l'étape EC4, la société a obtenu le second versement d'avance remboursable pour 820 235 euros le 10 avril 2019.

En cas de succès du programme pour la société, le remboursement de ces deux versements s'étalera sur une période comprise entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2028.

Avance remboursable Bpifrance de 1 236 000 euros

Le 18 décembre 2017, la société a obtenu de la part de la BPI France, le premier versement d'une avance remboursable relatif au projet EFFI-CLIN pour 1 236 000 euros. Cette avance portant intérêts (taux d'actualisation 0,90% selon contrat) est d'un montant maximum de 8 106 194 euros versés en cas de succès en 4 étapes (Versement initial : 1 236 000 € ; EC1 : 4 808 000 € ; EC2 : 846 000 € ; EC3 : 0 € ; EC4 : 1 216 194 €) dans un délai de réalisation de 60 Mois.

Le remboursement théorique en cas de succès de toutes les étapes se fait par échéance annuelle à partir du 30/06/2024 et a été calculé sur la base des 8 106 194 euros théoriques rapportés à un taux d'actualisation contractuel de 0,90 % soit un montant forfaitaire de 9 850 000 euros dont 1 743 806 euros d'intérêts.

L'échéancier de remboursement s'étale sur une période comprise entre le 30 juin 2024 et le 31 mars 2028 pour 9,85 millions d'euros.

Dans le cadre de l'initialisation de cette étude, une partie de l'avance a été perçue pour 1 236 000 euros conformément à l'avenant du contrat initial.

En cas de succès du programme pour la société, le remboursement de ce 1^{er} versement s'étalera sur une période comprise entre le 30 juin 2024 et le 31 mars 2028.

NOTE 6 : PASSIFS COURANTS

6.1. Fournisseurs et comptes rattachés

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs	3 619	4 826
Factures non parvenues	2 628	1 729
Total dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 247	6 555

Ce poste est globalement stable par rapport à la clôture 2018.

6.2. Dettes fiscales et sociales

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Personnel et comptes rattachés	553	485
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	621	630
Autres impôts, taxes et versements assimilés	109	116
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	1 281	1 231
Passif d'impôt exigible	92	86
Total dettes fiscales et sociales	1 373	1 317

L'augmentation des dettes fiscales et sociales s'explique principalement par la hausse des dettes sociales liée aux recrutements.

6.3. Autres passifs courants

En milliers d'euros	30/06/2019	31/12/2018
Produits constatés d'avance	12 088	574
Divers	4	2
Total autres dettes	12 092	575

L'augmentation des produits constatés d'avance de 11,51 millions d'euros s'explique principalement par :

- Le report d'un milestone de 10 millions d'euros perçu le 5 mars 2019 suite à la levée d'option de Servier pour OSE 127, générant un produit constaté d'avance de 10 millions d'euros. En effet, suite au retrait du CHU de Nantes du consortium Effimab en juillet 2019, la société est en cours d'évaluation du nouveau budget de l'essai de phase 2. Conformément à la norme

IFRS 15, le chiffre d'affaires a été différé.

- l'étalement d'un milestone de 15 millions d'euros perçu au premier semestre 2019 dans le cadre de l'accord de collaboration et de licence signé avec BI (OSE 172), générant un produit constaté d'avance de 1 415 milliers d'euros ;

Les autres produits constatés d'avance se décomposent comme suit :

- RAFA : 74 milliers d'euros dans le cadre de l'étalement de l'upfront suite à la signature du contrat de licence en Israël ;
- BI : 506 milliers dans le cadre des refacturations de frais de développement
- Subventions : IMMUNOMONITOR pour 92 milliers d'euros.

NOTE 7 : PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Les provisions s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2018	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	30/06/2019
Provision engagement retraite	233	58			291
	233	58	-	-	291

Provision pour engagement retraite

Elle est évaluée sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable, à savoir la convention collective de l'industrie pharmaceutique. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Tableau de mortalité : table réglementaire TH/TF 00-02,
- Age de la retraite estimé : 65 ans,
- Coefficient de revalorisation des salaires : 2 %,
- Rotation des effectifs : turn-over faible,
- Taux d'actualisation : 0,77 %
- Taux de cotisations sociales : entre 37 % et 44 % selon les catégories.

Au 30 juin 2019, l'effectif moyen mensuel s'élève à 33 contre 29 au 31 décembre 2018.

NOTE 8 : RESULTAT OPERATIONNEL

8.1. Revenus des accords de collaboration

Au 30 juin 2019, les revenus opérationnels se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	1er semestre 2019	
	Chiffre d'affaires	Produits constatés d'avance
Contrat BI		
Cession de l'IP	13 094	-
Refacturation Frais Co-développement	491	1 415
Refacturation coûts directs	2 326	-
Contrat Servier		
Milestones		10 000
Refacturation Frais de développement	64	
Contrat RAFA		
Licence de distribution	3	74
Total	15 979	11 489

Le chiffre d'affaires est de 15 979 milliers d'euros est composé de :

- 13 094 milliers d'euros correspondant à une première partie des milestones perçus pour 15 000 milliers d'euros dans le cadre de la signature du contrat avec Boehringer Ingelheim suite au démarrage de l'étude clinique de phase I. Cette partie des milestones vient rémunérer la cession d'un droit d'utilisation de la technologie d'OSE relative à OSE-172.
- 1 906 milliers d'euros de frais de Co-développement dont 1 415 milliers d'euros en PCA liés aux milestones perçus et différés pour tenir compte des prestations de développement à venir à réaliser par OSE pour le compte de BI.
- 2 326 milliers d'euros liés à la refacturation de frais dans le cadre de l'accord signé avec Boehringer Ingelheim.
- 64 milliers d'euros liés à la refacturation d'une étude effectuée par OSE dans le cadre du contrat avec Servier, ainsi que sur des frais de propriété intellectuelle.
- 3 milliers d'euros liés à l'up-front perçu initialement pour 100 milliers d'euros résultant de l'accord de licence et de distribution signé avec la société pharmaceutique Israélienne RAFA.

Pour les produits constatés d'avance, cf. Note 6.3. Autres passifs courants.

8.2. Frais de recherche et développement

En milliers d'euros	30/06/2019	30/06/2018
Sous-traitance	8 825	8 429
Honoraires	521	418
Charges de personnel	1 675	1 403
Dotation/reprise aux amortissements et provisions	73	10
Redevances	0	3
Impôts et taxes	18	127
Autres	561	239
Frais de recherche et développement	11 672	10 630
CIR	(2 255)	(2 617)
Subvention reçue	(229)	(34)
Total des frais de recherche et développement retraités	9 189	7 978

L'augmentation des charges de sous-traitance s'explique par la forte activité CMC et clinique des produits OSE-127 et OSE-172 qui sont actuellement en phase 1, ainsi qu'à l'essai clinique de phase 3 de TEDOPI. Ces activités s'accompagnent d'un renforcement des équipes et des compétences, ayant pour conséquence une hausse des charges de personnel.

En parallèle, les honoraires, et notamment ceux relatifs à la propriété intellectuelle, progressent suite aux nombreux dépôts réalisés ces derniers mois et années.

Enfin, le poste autre frais est composé principalement de frais de consommables, de déplacements pour les congrès, de mise à disposition pour les locaux de l'Inserm et augmente parallèlement à la hausse d'activité et de l'effectif.

La provision pour CIR est en baisse de 362 milliers d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2018.

8.3. Frais généraux

En milliers d'euros	30/06/2019	30/06/2018
Sous-traitance de stockage	0	2
Honoraires	656	645
Charges de personnel	987	686
Dotation aux amortissements et provisions	32	11
Redevances	4	1
Impôts et taxes	58	67
Jetons de présence	77	93
Autres	385	226
Total des frais généraux	2 199	1 731

Les honoraires sont constitués de dépenses diverses (juridique, comptabilité, assurance, cotation, etc.) et sont stables par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Le poste autres frais généraux pour 385 milliers d'euros est composé principalement des loyers et charges locatives, de frais de maintenance et déplacements. Suite aux déménagements, l'augmentation des surfaces de location de nos sites nantais et parisiens explique la hausse des charges.

8.4. Charges liées aux paiements en actions

Les avantages liés à l'attribution des instruments financiers au 30 juin 2019 s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2019	30/06/2018
Charges liées aux paiements en actions	673	542

Les 673 milliers d'euros se composent de 534 milliers d'euros de charges liées aux mandataires sociaux, salariés ou consultants (*cf note 4.3*) et 139 milliers d'euros de contribution patronale sur actions gratuites.

8.5. Charges de personnel

Les charges de personnel imputées en frais de recherche et développement pour 1 675 milliers d'euros et en frais généraux pour 1 063 milliers d'euros se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2019	30/06/2018
Salaires et charges sociales	2 627	2 062
Jetons de présence	77	93
Engagements de retraite	34	27
Total	2 738	2 182

Au 30 juin 2019, l'effectif moyen mensuel s'élève à 33 contre 29 au 31 décembre 2018.

8.6. Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	30/06/2019	30/06/2018
Total Autres Produits Opérationnels	0	0
Total Autres Charges Opérationnelles	(0)	(127)
Pertes exceptionnelles sur subventions	0	(125)
Dotation exceptionnelle sur immobilisations corporelles	(0)	(2)
Total	0	0

En 2018, les autres charges opérationnelles de 127 milliers d'euros étaient composées principalement d'une perte sur subventions non perçues pour 125 milliers d'euros.

NOTE 9 : RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	1S 2019	1S 2018
Gain de change	24	3
Revenus sur équivalents de trésorerie	13	15
Autres produits financiers	2	3
Variation juste Valeur VMP	104	6
Total des produits financiers	143	27
Perte de change	15	18
Charges d'intérêts	43	66
Intérêts préfinancement CIR	0	86
Intérêts Dettes Locatives	15	0
Dot. Prov Risque / charges	0	4
Total des charges financières	74	174
Total des produits et charges financiers	69	(146)

L'augmentation du résultat financier s'explique principalement par :

- La variation positive de juste valeur du Fonds commun AMUNDI pour 104 milliers d'euros
- La diminution de la charge d'intérêt sur dettes financières passant à 43 milliers d'euros (contre 66 milliers d'euros au 30 juin 2018).

- L'augmentation des gains de change passant à 24 milliers (contre 3 milliers 30 juin 2018) principalement sur OPI en raison de la variation du taux de change Euros-CHF.
- L'absence des intérêts de préfinancement au 30 juin 2019 contre 86 milliers d'euros au 30 juin 2018.

NOTE 10 : IMPOT SUR LES SOCIETES

10.1. Actif d'impôt différé

La société a constaté un impôt différé actif au titre des brevets OPI (filiale Suisse) valorisés à 1 142 milliers d'euros, calculé sur la base d'un taux d'imposition à 24,16 % (taux suisse de droit commun). Au 30 juin 2019, l'actif d'impôt différé s'élève à 276 milliers d'euros.

Cette IDA ne vient pas en compensation de l'IDP de la section 10.2 ci-dessous.

10.2. Passif d'impôt différé

La société a constaté en 2016 un impôt différé passif au titre des molécules FR104 et OSE-127 acquises par voie de fusion-absorption valorisées à 52,6 millions d'euros. Celui-ci était estimé sur la base d'un taux d'imposition de 15 % jusqu'au 30 juin 2018 (taux réduit applicable aux revenus des redevances), soit 7 890 milliers d'euros.

Conformément à la norme IAS 12, cette IDP est compensé par les IDA de la société française : le passif d'impôt différé net s'élève ainsi à 2 010 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Dans le cadre de la loi de finance 2019 modifiant le régime d'imposition des produits de cession ou concession des brevets, la société a retenu un taux d'impôt différé de 10 % pour le calcul des impôts différés passifs et actifs (de manière symétrique).

Faisant suite à des précisions apportés par l'administration (BOFIP restant encore en consultation à la date d'arrête des comptes), les déficits reportables ne pourraient pas être imputés directement sur le résultat imposable à 10% (l'instruction administrative n'était pas encore en consultation lors de l'arrêté des comptes 2018).

Compte tenu de ces éléments, les impôts différés actifs constatés initialement sur les déficits reportables ont été annulés soit un impact de 3 178 milliers d'euros.

Au 30 Juin 2019, le passif d'impôt différé net augmente de 3 159 milliers d'euros pour s'établir à 5 189 milliers d'euros (contre 2 010 milliers d'euros au 31 décembre 2018).

10.3. Charges d'impôt

Au 30 juin 2019, le groupe a généré une charge nette d'impôt de 3 472 milliers d'euros qui se décompose comme suit :

- Charges d'impôts différé pour 3 178 milliers d'euros correspondant principalement à :
 - Une augmentation de l'IDP de 3 182 milliers d'euros entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019 (dont 3 178 milliers d'euros liées à la « désactivation » des IDA sur les déficits reportables)
 - Une augmentation de l'IDA de 4 milliers d'euros entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019.
- Charge d'impôt d'exigible pour 294 milliers d'euros (dont 76 milliers d'euros de CVAE).

Comme évoqué ci-dessus, le calcul de la charge d'impôt exigible au 30 juin 2019 ne tient plus compte de l'utilisation des déficits fiscaux reportables d'OSE Immunotherapeutics à 31 776 milliers d'euros au 30 juin 2019 (non imputables sur les résultats imposables à 10%).

NOTE 11 : ENGAGEMENTS

11.1. Obligations au titre des contrats de location simple

Le montant des loyers comptabilisés au 30 juin 2019 et les engagements jusqu'à la prochaine période s'analysent comme suit :

Contrats (en milliers d'euros)	Dates du bail		Charges au 30/06/2019	Engagements jusqu'à la fin du bail	
	Début	Fin		1 an au plus	Au-delà d'un an
Locaux - Bail Nantes Metropole - Lot 1	15/03/2018	14/03/2024	50	104	411
Locaux - Bail Nantes Metropole - Lot 2	01/04/2019	31/03/2025	9	34	179
Locaux - Bail Suffren	01/02/2019	31/01/2028	58	141	1 106
Locaux - Bail Cochin	07/06/2012	31/03/2019	19		

L'augmentation significative des loyers à 1 an au plus pour les locaux de Paris Suffren s'explique par un déménagement à partir de février 2019. De même pour les locaux du lot 2 de Nantes dont les loyers ont commencé à partir d'avril 2019.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16, une réconciliation entre les engagements de loyers au 31 décembre 2018 et le passif de location IFRS 16 au 1er janvier 2019, est présentée dans le paragraphe afférent à la première application de cette norme.

11.2. Obligations liées à l'activité de recherche

Le 25 janvier 2018, la société a conclu un nouveau contrat avec ACCELOVANCE, et s'est engagée sur un budget re-estimé dans le courant de l'année 2018 de 10,1 millions d'euros. Pour la poursuite de l'étude, la société a conclu un avenant au contrat ACCELOVANCE d'un montant maximal de 13,5 millions d'euros.

11.3. Engagements reçus au titre de contrats de licence et de distribution le cas échéant

Dans le cadre d'accords de licence et de distribution, une société pharmaceutique allemande, une société française et une société israélienne se sont engagées à verser à la société :

- Des paiements forfaitaires en fonction du franchissement de certaines étapes, en rémunération de la licence consentie par OSE IMMUNOTHERAPEUTICS ;
- Des royalties lors de la commercialisation des produits prévue après 2024.

11.4. Engagements donnés au titre du contrat d'accord commercial signé avec SELEXIS.

Dans le cadre d'accords de licence commerciale signé avec la société SELEXIS (cf. Faits caractéristiques 2017), la société OSE IMMUNOTHERAPEUTICS s'est engagée à verser à la société SELEXIS :

- Des paiements forfaitaires en fonction du franchissement de certaines étapes, en rémunération de la licence consentie par SELEXIS ;
- Des royalties ou milestones (sur option en fonction du niveau des ventes) lors de la commercialisation des produits.

11.5. Engagements à la vue des contrats de sous-licence avec l'Inserm

Deux contrats d'exploitation ont été établis avec l'INSERM Nantes :

- En octobre 2011 pour le projet MD707, incluant le dépôt d'un brevet en copropriété ; et
- En mars 2013 pour le projet FR104 incluant le dépôt d'un brevet en copropriété.

Ces contrats accordent les droits d'exploitations mondiaux sur la licence de brevet pour chacun des projets. Pour FR104, en cas de signature par OSE IMMUNOTHERAPEUTICS avec un sous-licencié, le contrat prévoit de verser des redevances calculées sur les revenus de sous-licences.

11.6. Engagements à la vue des contrats de sous-licence avec Janssen

La société a repris les droits mondiaux de son antagoniste de CD28 (FR104) auprès de Janssen Biotech pour poursuivre le développement clinique de FR104 dans le traitement des maladies auto-immunes, avec effet au 31 décembre 2018. Janssen Biotech a mené le développement du FR104 dans le cadre d'un accord de licence exclusif octroyé par OSE Immunotherapeutics.

11.7. Autres engagements hors bilan

Dans le cadre de l'opération initiale d'acquisition des actifs Memopi® (dont TEDOPI) auprès de la société pharmaceutique Takeda, la Société s'est engagée à verser un complément de prix lors de l'enregistrement de son produit puis des royalties limitées à un seul chiffre sur les ventes futures.

Les engagements suivants sont transférés à la Société par voie de fusion-absorption.

Nantissements accordés

Nantissement de compte bancaire rémunéré au profit du Crédit Mutuel à hauteur de 10 milliers d'euros.

Nantissement de compte bancaire rémunéré au profit du CIC à hauteur de 146 milliers d'euros.

Garanties accordées

Garantie de paiement de loyer au profit du CIC pour 18 milliers d'euros

Garanties reçues

La société bénéficie d'une garantie de la part de Bpifrance à hauteur de 70 % du montant d'origine dans le cadre de ses emprunts auprès de la BNP, du Crédit Mutuel et du CIC, d'un montant de 375 milliers d'euros chacun. Le capital restant dû au 31 décembre 2018 s'élève à 492 milliers d'euros.

Avances remboursables obtenues

Dans le cadre du projet EFFIMAB, une avance remboursable de 3 609 milliers d'euros maximum pour le développement expérimental a fait l'objet d'un premier encaissement de 2 328 milliers d'euros le 19 juin 2017, au motif que la première étape clé déclenchant le paiement a été atteinte. Il reste théoriquement, en cas de succès des étapes clés, 3 encaissements à recevoir de 820 milliers d'euros, 240 milliers d'euros et 603 milliers d'euros. La société remboursera selon le contrat et l'avenant n°2 signé le 28 décembre 2018, un montant forfaitaire de 4 590 milliers d'euros à compter du 31 décembre 2024 calculé sur la base du montant total à recevoir de 3 991 milliers d'euros.

Dans le cadre du projet EFFICLIN, une avance remboursable de 8 106 milliers d'euros maximum pour le développement expérimental a fait l'objet d'un premier encaissement de 1 236 milliers d'euros le 18 décembre 2017, au motif d'initialisation du projet. Il reste théoriquement, en cas de succès des étapes clés, 3 encaissements à recevoir de 4 808 milliers d'euros, 846 milliers d'euros et 1 216 milliers d'euros. La société remboursera selon le contrat 9 850 milliers d'euros à compter du 30 juin 2024 calculé sur la base des 8 106 milliers d'euros soumis à un taux d'actualisation contractuel de 0,90 %. La société ne dispose pas d'autres engagements hors bilan à la clôture.

NOTE 12 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net consolidé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Résultat de base	1S 2019	1S 2018
Résultat de l'exercice (K €)	514	8 877
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	14 820 345	14 505 935
Résultat de base par action (€ / action)	0,03	0,61
Résultat dilué	1S 2019	1S 2018
Résultat de l'exercice (K €)	514	8 877
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	14 820 345	14 505 935
Ajustement pour effet dilutif des BSA, BSPCE et AGA	1 240 026	1 023 865
Résultat dilué par action (€ / action)	0,03	0,57

Le nombre moyen pondéré des actions au 30 juin 2019 tient compte des augmentations de capital intervenues sur l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé à partir du résultat attribuable aux porteurs d'actions et d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, ajusté des effets de toutes les actions potentielles dilutives.

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principaux instruments financiers du groupe sont constitués de trésorerie. L'objectif de la gestion de ces instruments est de permettre le financement des activités de la société. La politique du groupe est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation. Le groupe n'utilise pas d'instrument financier dérivé.

Les risques principaux auxquels la société est exposée sont le risque de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de crédit.

13.1. Risque de liquidité

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité, elle a considéré que sa trésorerie disponible à la date de situation ainsi que les flux futurs de trésorerie liés à la levée d'option sur OSE-127 par Servier et le milestone atteint sur OSE-172 lui permettront de financer l'étude de phase 3 du cancer du poumon à horizon 2021 ainsi que l'étude de phase 2 dans le pancréas, la poursuite du développement d'OSE-127 et d'OSE-172 dans leurs étapes cliniques, ainsi que les travaux de recherche sur les produits plus précoces.

Dans ces conditions, la Société n'est pas exposée à des risques de liquidité.

13.2. Risque de change

L'exposition de la société au risque de change résulte uniquement de relations commerciales avec des clients et des fournisseurs situés hors de la zone euro.

La société n'a pas pris, à son stade de développement, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes.

En revanche, la société ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne la contraigne à une plus grande exposition au risque de change.

La société envisagera alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

13.3. Risque de crédit

Le risque de crédit provient de la trésorerie et des dépôts auprès des banques et des institutions financières, ainsi que des expositions liées au crédit clients, notamment les créances non réglées et les transactions engagées.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif au regard de la qualité des institutions financières cocontractantes.

13.4. Risque de taux d'intérêt

L'exposition de la société au risque de taux d'intérêt concerne principalement :

- les équivalents de trésorerie, considérés comme non significatifs,
- l'emprunt P2RI à taux variable, faisant l'objet d'une couverture par un CAP à taux fixe. Le CAP a pris fin en avril 2019.

NOTE 14 : PARTIES LIEES

14.1. Rémunération des dirigeants et des membres du conseil d'administration

Aucun avantage postérieur à l'emploi n'est octroyé aux membres du conseil d'administration.

Les rémunérations versées aux dirigeants et aux membres du conseil d'administration s'analysent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2019	30/06/2018
Salaires et autres avantages à court terme *	434	593
Jetons de présence	77	93
Paielements fondés sur des actions **	312	340
Honoraires	5	6
Total	828	1 032

* Hors charges sociales

** Relatifs à l'attribution d'actions gratuites

Les modalités d'évaluation de l'avantage relatif à des paiements fondés sur des actions sont présentées en note 4.3.

NOTE 15 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 8 juillet 2019, le CHU de Nantes a informé la Société de son intention de se retirer du consortium Effimab (programme de recherche relatif à OSE-127 en partenariat avec Servier) en tant que promoteur de l'étude en rectocolite hémorragique de phase II.

Suite à cette annonce, la société a entamé une démarche de mise en compétition de différents sous-traitants capables de réaliser cette phase II, OSE étant alors sponsor de l'étude.

La sortie du CHU de Nantes constitue un surcoût significatif (initialement pris en charge par le CHU) et qui va finalement être pris en charge par la société OSE IMMUNOTHERAPEUTICS.

La société a reçu en date du 11 juillet 2019 le paiement du CIR 2018 d'un montant de 4 486 milliers d'euros

